

**RELEVÉ DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 10 MARS 2025**

Objet : Approbation des procès-verbaux du conseil d'administration du 18 novembre 2024, du 16 décembre 2024, du 13 janvier 2025 et du 27 janvier 2025

Le conseil d'administration de l'Université Paris Nanterre,

- Vu le code de l'éducation, et notamment son article L.712-3 ;
- Vu les statuts de l'Université Paris Nanterre et notamment l'article 11 ;
- Vu le règlement intérieur des conseils centraux adopté par le conseil d'administration du 24 janvier 2022 ;
- Vu les projets de procès-verbaux des séances du conseil d'administration du 18 novembre 2024, du 16 décembre 2024, du 13 janvier 2025 et du 27 janvier 2025.

Considérant qu'il revient au conseil d'administration d'approuver les procès-verbaux des séances du conseil d'administration du 18 novembre 2024, du 16 décembre 2024, du 13 janvier 2025 et du 27 janvier 2025.

Après en avoir délibéré :

Article unique :

Le conseil d'administration approuve à l'unanimité des suffrages, valablement exprimés par ses membres, présents ou représentés, les procès-verbaux des séances du conseil d'administration du 18 novembre 2024, du 16 décembre 2024, du 13 janvier 2025 et du 27 janvier 2025.

Nombre de membres en exercice : 36

Pour : 22

Contre : 0

Abstentions : 8

Visa de la Présidente de l'Université Paris Nanterre



**RELEVÉ DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 10 MARS 2025**

Objet : Compte financier 2024 et affectation du résultat 2024 :

Le conseil d'administration de l'Université Paris Nanterre,

Vu les articles R. 719-51 et suivants du code de l'éducation, notamment les articles R. 719-102 et R. 719-104 ;
Vu les articles 202 et 210 à 214 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
Vu l'arrêté du 7 août 2015 modifié relatif aux règles budgétaires des organismes ;
Vu l'arrêté du 18 décembre 2015 relatif aux tableaux budgétaires applicables aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) et aux établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) dans le cadre de l'élaboration, de la présentation et de l'exécution de leur budget ;

Après en avoir délibéré :

Article 1 :

Le conseil d'administration approuve les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- 2 368,92 ETPT, dont 2 207,69 ETPT sous plafond d'emplois législatif et 161,23 ETPT hors plafond d'emplois législatif
- 245 069 762 € d'autorisations d'engagement dont :
 - 192 866 405 € en personnel
 - 34 097 591 € en fonctionnement et intervention
 - 18 105 766 € en investissement
- 250 183 942 € de crédits de paiement dont :
 - 192 866 405 € en personnel
 - 34 935 122 € en fonctionnement et intervention
 - 22 382 415 € en investissement
- 224 014 914 € de recettes
- -26 169 028 € de solde budgétaire (solde négatif)

Article 2 :

Le conseil d'administration approuve les éléments d'exécution comptable suivants :

- - 21 020 941 € de variation de trésorerie (diminution)
- -7 125 642,12 € de résultat patrimonial (déficit)
- -3 868 129 € de capacité d'autofinancement (insuffisance d'autofinancement)
- -18 756 185 € de variation de fonds de roulement (prélèvement)

Article 3 :

Le conseil d'administration décide d'affecter le résultat déficitaire, d'un montant de 7 125 642,12 €, de la manière suivante :

- Report à nouveau (solde créditeur) : 4 286 107,22 € sont imputés au débit du compte 110 (report à nouveau solde créditeur) pour le solder
- Réserves facultatives : 2 839 534,90 € sont imputés au débit du compte 1068
 - Solde du compte 1068 avant affectation de cette somme : 60 200 034,08 €
 - Solde du compte 1068 après affectation de cette somme : 57 360 499,20 €

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale et des opérations pluriannuelles sont annexés à la présente délibération. Le rapport du ou des commissaires aux comptes est joint à la présente délibération.

Nombre de membres en exercice : 36

Pour : 17

Contre : 7

Abstentions : 7

Visa de la Présidente de l'Université Paris Nanterre



**RELEVÉ DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 10 MARS 2025**

**Sections ouvertes à la promotion interne des maîtres de conférences (MCF) – repyramidage MCF
campagne 2025**

Le conseil d'administration de l'Université Paris Nanterre,

- Vu le code de l'éducation et notamment son article L.712-3 ;
- Vu les statuts de l'université et notamment l'article 11 ;
- Vu le règlement intérieur des conseils centraux adopté par le conseil d'administration du 24 janvier 2022 ;
- Vu l'avis du CSA de l'Université Paris Nanterre du 14 février 2025 ;

Considérant qu'il revient au conseil d'administration d'approuver le repyramidage des maîtres de conférences pour l'année 2025 avec les sections CNU ;

Après en avoir délibéré :

Article Unique :

Le conseil d'administration approuve à l'unanimité des suffrages valablement exprimés par ses membres présents ou représentés, l'ouverture des possibilités de repyramidage dans les sections CNU suivantes, classées par ordre de priorité, à la promotion interne au titre de l'année 2025 en fonction du contingent qui sera attribué à l'établissement par le Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche :

1. section 74 (71% de MCF, 5 candidatures potentielles).
2. section 16 (63% de MCF, 7 candidatures potentielles)
3. section 22 (63% de MCF, 5 candidatures potentielles)
4. section 05 (62% de MCF, 6 candidatures potentielles)

Nombre de membres en exercice : 36

Pour : 18

Contre : 0

Abstention : 12

Visa de la Présidente de l'Université Paris Nanterre



**RELEVÉ DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 10 MARS 2025**

Objet : Election de 5 représentantes ou représentants au conseil du service commun de la documentation

Le conseil d'administration de l'Université Paris Nanterre,

- Vu le code de l'éducation et notamment son article L.712-3 ;
- Vu les statuts de l'université et notamment l'article 11 ;
- Vu le règlement intérieur des conseils centraux adopté par le conseil d'administration du 24 janvier 2022 ;

Considérant qu'il revient aux représentants usagers du conseil d'administration d'élire 5 représentantes ou représentants au conseil du service de la documentation (2 titulaires, 3 suppléants) ;

Après en avoir délibéré :

Article Unique :

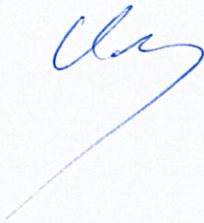
Les représentants des usagers au conseil d'administration ne se prononcent pas sur la liste de candidature qui leur est présentée.

Nombre de membres en exercice : 6

Pour : 0

Abstentions : 4

Visa de la Présidente de l'Université Paris Nanterre



Conseil d'Administration du 10 mars 2025
Comité Social d'Administration du 14 février 2025

Délibération portant sur les promotions internes MCF – campagne 2025
Vote des sections retenues

Délibération n° 2025/00138

Le conseil d'administration de l'Université Paris Nanterre,

Vu le code de l'éducation et notamment son article L.712-3 ;
Vu les statuts de l'université et notamment l'article 11 ;
Vu le règlement intérieur des conseils centraux adopté par le conseil d'administration du 24 janvier 2022 ;
Vu l'avis du CSA de l'Université Paris Nanterre du 14 février 2025.

Considérant qu'il revient au conseil d'administration d'approuver le repyramidage des maîtres de conférences pour l'année 2025 avec les sections CNU ;

Considérant les deux principaux critères retenus : le taux de MCF par rapport à la somme des MCF et des PR, qui doit être supérieur à 60% ; le nombre de candidatures potentielles qui doit être supérieur à trois.

Après en avoir délibéré, décide :

Article 1 :

En fonction du contingent qui sera attribué à l'établissement par le Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, les sections ci-après, classées par ordre de priorité, pourront être ouvertes à la promotion interne 2025 :

1. section 74 (71% de MCF, 5 candidatures potentielles).
2. section 16 (63% de MCF, 7 candidatures potentielles)
3. section 22 (63% de MCF, 5 candidatures potentielles)
4. section 05 (62% de MCF, 6 candidatures potentielles)

Article 2 : Entrée en vigueur

La présente délibération entre en vigueur à compter de sa publication.

Article 3 : Contestation

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4 : Exécution

La Présidente de l'Université, la Directrice Générale des Services, les Directeurs généraux des services adjoints, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Nanterre, le 10 mars 2025

La Présidente de l'Université

Caroline ROLLAND-DIAMOND



**RELEVÉ DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 10 MARS 2025**

Objet : Election d'une représentante au conseil du service commun Responsabilité Sociétale des Universités et Développement Durable

Le conseil d'administration de l'Université Paris Nanterre,

- Vu le code de l'éducation et notamment son article L.712-3 ;
- Vu les statuts de l'université et notamment l'article 11 ;
- Vu le règlement intérieur des conseils centraux adopté par le conseil d'administration du 24 janvier 2022 ;
- Vu les candidatures de Monsieur Nathan AMSELLEM et de Madame Yesim BOSTANCI ;

Considérant qu'il revient au conseil d'administration d'élire une représentante ou un représentant des usagers de l'établissement au conseil du RSU-DD

Après en avoir délibéré :

Article Unique :

Le conseil d'administration a élu, à la majorité des suffrages exprimés, Madame Yesim BOSTANCI comme représentante des usagers de l'établissement au conseil du RSU-DD.

Nombre de membres en exercice : 36

Nathan AMSELLEM : 3

Yesim BOSTANCI : 21

Abstentions : 7

Visa de la Présidente de l'Université Paris Nanterre



**RELEVÉ DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 10 MARS 2025**

Objet : Nomination de deux représentants ou représentantes de l'Université Paris Nanterre, au conseil d'administration de la Fondation Université Paris Nanterre au titre du collège du Fondateur

Le conseil d'administration de l'Université Paris Nanterre,

- Vu le code de l'éducation, et notamment son article L.712-3 ;
- Vu l'arrêté du recteur d'académie de Versailles autorisant la création de la FUPN au Bulletin Officiel de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (BOESR n°16 du 16/04/2015) ;
- Vu les statuts de la Fondation Université Paris Nanterre ;
- Vu les statuts de l'Université Paris Nanterre et notamment l'article 11 ;
- Vu le règlement intérieur des conseils centraux adopté par le conseil d'administration du 24 janvier 2022 ;
- Vu la proposition de nomination de la présidente de l'Université de Messieurs Olivier RENAUT et Olivier POLIT.

Considérant qu'il revient au conseil d'administration d'approuver la nomination de deux représentants ou représentantes de l'Université Paris Nanterre, au conseil d'administration de la Fondation Université Paris Nanterre au titre du collège du Fondateur,

Après en avoir délibéré :

Article unique :

Le conseil d'administration émet un avis positif à la majorité des suffrages valablement exprimés par ses membres, présents ou représentés, sur la nomination de **Messieurs Olivier RENAUT et Olivier POLIT** en tant que représentants de l'Université Paris Nanterre, au conseil d'administration de la Fondation Université Paris Nanterre au titre du collège du Fondateur.

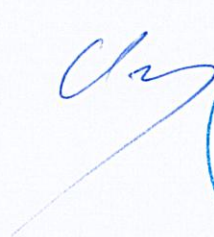
Nombre des membres en exercice : 36

Pour : 20

Contre : 4

Abstentions : 7

Visa de la Présidente de l'Université Paris Nanterre




**RELEVÉ DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 10 MARS 2025**

Objet : Election d'un représentant ou d'une représentante des personnels ingénieurs, administratifs, techniques et bibliothèques en exercice dans l'Université Paris Nanterre, nommés es qualité, au collège des représentants des personnels du Fondateur pour le conseil d'administration de la Fondation Université Paris Nanterre ;

Le conseil d'administration de l'Université Paris Nanterre,

- Vu le code de l'éducation, et notamment son article L.712-3 ;
- Vu l'arrêté du recteur d'académie de Versailles autorisant la création de la FUPN au Bulletin Officiel de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (BOESR n°16 du 16/04/2015) ;
- Vu les statuts de la Fondation Université Paris Nanterre ;
- Vu les statuts de l'Université Paris Nanterre et notamment l'article 11 ;
- Vu le règlement intérieur des conseils centraux adopté par le conseil d'administration du 24 janvier 2022 ;
- Vu la candidature exprimée en séance de Monsieur Sébastien Naïm AYARI.

Considérant qu'il revient au représentants des personnels BIATSS du conseil d'administration d'élire un représentant ou une représentante des personnels ingénieurs, administratifs, techniques et bibliothèques en exercice dans l'Université Paris Nanterre, nommés es qualité, au collège des représentants des personnels du Fondateur pour le conseil d'administration de la Fondation Université Paris Nanterre,

Après en avoir délibéré :

Article unique :

Le conseil d'administration élit à la majorité des suffrages valablement exprimés par ses membres, présents ou représentés, **Monsieur Sébastien Naïm AYARI** en tant que représentant des personnels ingénieurs, administratifs, techniques et bibliothèques en exercice dans l'Université Paris Nanterre, nommés es qualité, au collège des représentants des personnels du Fondateur pour le conseil d'administration de la Fondation Université Paris Nanterre.

Nombre des membres en exercice : 6

Sébastien Naïm AYARI : 5

Abstentions : 0

Visa de la Présidente de l'Université Paris Nanterre



**RELEVÉ DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 10 MARS 2025**

Objet : Election de deux représentants ou représentantes des enseignants et enseignants-chercheurs ou personnels assimilés, dont un ou une issu du corps des professeurs des universités ou personnels assimilés, en exercice dans l'Université Paris Nanterre, au collège des représentants des personnels du Fondateur pour le conseil d'administration de la Fondation Université Paris Nanterre

Le conseil d'administration de l'Université Paris Nanterre,

- Vu le code de l'éducation, et notamment son article L.712-3 ;
- Vu l'arrêté du recteur d'académie de Versailles autorisant la création de la FUPN au Bulletin Officiel de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (BOESR n°16 du 16/04/2015) ;
- Vu les statuts de la Fondation Université Paris Nanterre ;
- Vu les statuts de l'Université Paris Nanterre et notamment l'article 11 ;
- Vu le règlement intérieur des conseils centraux adopté par le conseil d'administration du 24 janvier 2022 ;
- Vu les candidatures de Mesdames Anne DANIS-FATOME et Lucia ROMO.

Considérant qu'il revient aux représentants des personnels enseignants-chercheur et chercheur du conseil d'administration d'élire deux représentants ou représentantes des enseignants et enseignants-chercheurs ou personnels assimilés, dont un ou une issu du corps des professeurs des universités ou personnels assimilés, en exercice dans l'Université Paris Nanterre, au collège des représentants des personnels du Fondateur pour le conseil d'administration de la Fondation Université Paris Nanterre

Après en avoir délibéré :

Article unique :

Le conseil d'administration élit à la majorité des suffrages valablement exprimés par ses membres, présents ou représentés, **Mesdames Anne DANIS-FATOME et Lucia ROMO** en tant que représentantes des personnels enseignants et enseignants-chercheurs ou personnels assimilés, au collège des représentants des personnels du Fondateur pour le conseil d'administration de la Fondation Université Paris Nanterre.

Nombre des membres en exercice : 16

Anne DANIS-FATOME et Lucia ROMO : 12

Abstentions : 3

Visa de la Présidente de l'Université Paris Nanterre



**RELEVÉ DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 10 MARS 2025**

Objet : Approbation de la convention

Le conseil d'administration de l'Université Paris Nanterre,

- Vu le code de l'éducation et notamment son article L.712-3 ;
- Vu les statuts de l'université et notamment l'article 11 ;
- Vu le règlement intérieur des conseils centraux adopté par le conseil d'administration du 24 janvier 2022 ;

Considérant qu'il revient au conseil d'administration d'approuver la convention suivante:

• Autre convention

- CV 2025-030 Convention de reversement Université Paris Nanterre – Université Paris 8

Après en avoir délibéré :

Article unique :

Le conseil d'administration approuve à la majorité des suffrages valablement exprimés par ses membres présents ou représentés, la convention citée ci-dessus.

Nombre de membres en exercice : 36

Pour : 26

Contre : 1

Abstentions : 4

Visa de la Présidente de l'Université Paris Nanterre



COFI 2017	COFI 2018	COFI 2019	En EPT				COFI 2020	COFI 2021	COFI 2022		COFI 2023	COFI 2024			
Emplois sous plafond Etat															
Exécution	Ecart 2016 - 2017	Exécution	Ecart 2018 - 2017	Exécution	Ecart 2019 - 2018	Exécution	Ecart 2020 - 2019	Exécution	Ecart 2021 - 2020	Exécution	Ecart 2022 - 2021	Exécution	Ecart 2023 - 2022	Exécution	Ecart 2024 - 2023
927,42		919,21	-8,21	948,8	29,59	924,79	-24,01	926,38	1,59	925,45	-0,93	943,27	17,82	963,63	20,35
1,00		1	0,00	0	-1,00	0	0,00	1,00	1,00	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	0,00
344,06		352,24	8,18	370,56	18,32	370,9	0,34	382,58	11,68	400,66	18,08	396,74	-3,92	375,35	-21,39
1 272,48		1 272,45	-0,03	1 319,36	46,91	1 295,69	-23,67	1 309,96	14,27	1 327,11	17,15	1 341,01	13,90	1 339,98	-1,03
615,79		622,19	6,40	620,42	-1,77	621,74	1,32	609,70	-12,04	597,64	-12,06	590,39	-7,25	594,70	-4,30
12,02		7,5	-4,52	12,34	4,84	34,12	21,78	50,17	16,05	62,01	11,84	68,79	6,78	86,27	17,48
142,56		143,17	0,61	139	-4,17	121,21	-17,79	135,88	14,67	154,20	18,31	167,25	13,05	186,75	19,50
770,37		772,86	2,49	771,76	-1,10	777,07	5,31	795,75	18,68	813,85	18,09	826,43	12,58	867,71	41,28
2 043		2 045	2	2 091	46	2 073	-18	2 106	33	2 140,96	35	2 167,44	26	2 207,69	40,25

Plafond des emplois fixé par l'Etat		2178	-11	2154	-13	2149	-5	2154	5	2162	8	2170		2290	120
Ecart plafond exécuté		135		122		63		76		48		3		82	

COFI 2017	COFI 2018	COFI 2019	COFI 2020	COFI 2021	COFI 2022	COFI 2023	COFI 2024						
Emplois financés sur ressources propres													
En EIPT													
Exécution	Ecart 2016 - 2017	Ecart 2019 - 2018		Ecart 2020 - 2019		Ecart 2021 - 2020		Ecart 2022 - 2021		Ecart 2023 - 2022		Ecart 2024 - 2023	
		Exécution	Ecart	Exécution	Ecart	Exécution	Ecart	Exécution	Ecart	Exécution	Ecart	Exécution	Ecart
33,49	21,52	38,87	17,35	38,64	-0,23	55,65	17,01	61,97	6,32	57,87	-4,10	53,64	-4,23
33,49	21,52	38,87	17,35	38,64	-0,23	55,65	17,01	61,97	6,32	57,87	-4,10	53,64	-4,23
10,52	9,53	10,09	0,56	13,88	3,79	18,02	4,14	25,84	7,82	32,95	7,11	33,41	0,46
95,48	96,70	117,82	21,12	101,14	-16,68	93,22	-7,92	77,40	-15,82	69,61	-7,79	74,18	4,57
106,00	106,23	127,91	21,68	115,02	-12,89	111,24	-3,78	103,24	-8,01	102,56	-0,68	107,59	5,03
139	128	167	39	154	13	167	13	165,21	2	160,43	5	161,23	0,80

Plafond des emplois financés sur ressources propres fixés par l'UPN pour l'information		11		12		13		6		8		20		39	
Ecart plafond exécuté															

COFI 2017		COFI 2018		COFI 2019		COFI 2020		COFI 2021		COFI 2022		COFI 2023		COFI 2024	
Total emplois															
En EIPT															
Ecart 2016 - 2017		Ecart 2018 - 2017		Ecart 2019 - 2018		Ecart 2020 - 2019		Ecart 2021 - 2020		Ecart 2022 - 2021		Ecart 2023 - 2022		Ecart 2024 - 2023	
Exécution		Exécution		Exécution		Exécution		Exécution		Exécution		Exécution		Exécution	
927,42	-	919,21	- 8,21	948,80	- 29,59	924,79	- 24,01	926,38	- 1,59	925,45	- 0,93	943,27	- 17,82	963,63	- 20,35
1,00	-	1,00	-	-	-	1,00	-	1,00	-	1,00	-	1,00	-	1,00	-
377,55	-	373,76	- 3,79	409,43	- 35,67	409,54	- 0,11	438,23	- 28,69	462,63	- 24,39	454,61	- 8,02	429,00	- 25,62
1 305,97	-	1 293,97	- 12,00	1 358,23	- 64,26	1 334,33	- 23,90	1 365,61	- 31,28	1 389,08	- 24,46	1 398,88	- 9,80	1 393,62	- 5,26
615,79	-	622,19	- 6,40	620,42	- 1,77	621,74	- 1,32	609,70	- 12,04	597,64	- 12,06	590,39	- 7,25	594,70	- 4,30
22,54	-	17,03	- 5,51	22,43	- 5,40	48,00	- 25,57	68,19	- 20,19	87,85	- 19,66	101,74	- 13,89	119,68	- 17,94
238,04	-	239,87	- 1,83	256,82	- 16,95	222,35	- 34,47	229,11	- 6,76	231,60	- 2,49	236,86	- 5,26	260,93	- 24,07
876,37	-	879,09	- 2,72	899,67	- 20,58	892,09	- 7,58	907,00	- 14,91	931,09	- 40,09	928,99	- 11,90	975,30	- 46,31
2182	0	2173	- 9	2258	85	2226	- 31	2273	- 46	2306,16	- 33,16	2 327,87	- 22	2 368,92	- 41

Plafond des emplois totaux		2228	0	2307	-21	2334	27	2309	-25	2329	20	2337	0	2490	140
Ecart plafond exécuté		146		134		76		83		56		22		121	

La présidente de l'Université Paris Nanterre

Caroline ROLLAND-DIAMOND

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Dépenses										Recettes									
	AE					CP					RE									
	COFI 2023	BI 2024	BR1 2024	BR2 2024	Variation	COFI 2024	BI 2024	BR1 2024	BR2 2024	Variation	COFI 2024	BI 2024	BR1 2024	BR2 2024	Variation	COFI 2024				
Personnel	184 400 301	195 024 236	184 659 196	192 659 196	-792 791	182 866 405	184 400 301	184 659 196	192 659 196	-792 791	192 866 405	223 188 825	231 234 369	231 234 369	-7 219 455	224 014 914				
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>					0	0				0	0	187 582 247	191 815 080	191 815 080	341 652	192 156 732				
					0	0				0	0	2 592 000	2 595 000	2 595 000	816 286	3 411 286				
					0	0				0	0	2 200 000	2 325 012	2 325 012	0	2 325 012				
Fonctionnement	34 581 744	35 320 422	36 824 909	36 824 909	-2 727 318	34 097 591	32 278 529	35 383 315	34 935 133	-11	34 935 122	9 170 350	11 061 698	11 061 698	-804 914	10 256 784				
Investissement	23 640 020	19 981 172	20 153 060	20 153 060	-2 047 294	18 105 766	15 973 220	20 500 000	23 800 136	-117 721	22 392 415	21 716 228	23 437 579	23 437 579	-7 572 479	15 865 100				
TOTAL	242 712 665	251 325 833	251 637 165	250 637 165	-5 567 403	245 069 762	232 742 050	245 907 554	251 094 465	-910 523	250 183 942	223 188 825	231 234 369	231 234 369	7 219 455	224 014 914				
TOTAL DES DÉPENSES																				
Solde budgétaire (excédent)												-22 718 728	-19 860 096	-19 860 096		-26 169 028				

Caroline ROLLAND-DIAMOND

Tableau 3
Budget agrégé

Dépenses par destination et recettes par origine

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme									
	Personnel AE = CP	Fonctionnement et intervention		Investissement		Total		AE	CP	CP
		AE	CP	AE	CP	AE	CP			
Formation initiale et continue										
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	62 755 373	62 755 373	2 639 268	1 859 543	1 764 454	67 248 984				67 159 095
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	33 355 640	33 355 640	689 438	124 672	229 155	34 079 386				34 274 233
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	6 032 769	6 032 769	143 762	1 674	1 674	6 165 202				6 178 205
D105 - Bibliothèques et documentation	11 324 403	11 324 403	2 621 867	305 086	153 659	14 230 818				14 099 929
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	1 526 422	1 526 422	0	-	0	1 526 422				1 526 422
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	1 161 072	1 161 072	68 957	3 501	3 685	1 230 798				1 233 714
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	2 270 536	2 270 536	197 269	151 020	155 283	2 604 574				2 623 088
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	0	0	0	-	0	0				0
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	0	0	0	-	0	0				0
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	49 860 829	49 860 829	3 301 797	277 236	251 915	53 572 885				53 414 541
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	325 818	325 818	214 439	-	0	545 357				540 257
D113 - Diffusion des savoirs et musées	0	0	0	-	0	0				0
D114 - Immobilier	2 520 203	2 520 203	10 555 511	13 178 946	14 327 732	24 849 778				27 403 446
D115 - Pilotage et support	17 700 399	17 700 399	11 358 375	1 868 630	5 149 649	31 436 385				34 208 423
Étudiants										
D201 - Aides directes aux étudiants	3 447	3 447	1 671 938	3 545	3 545	1 718 777				1 678 930
D202 - Aides indirectes	36 544	36 544	925 149	263 012	276 695	1 169 273				1 238 388
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	3 992 950	3 992 950	547 352	68 921	64 969	4 691 123				4 605 271
Total	192 866 405	192 866 405	34 935 122	18 105 766	22 382 415	245 069 762				250 183 942

Tableau des recettes par origine (obligatoire)
Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	Recettes de l'organisme							
	Recettes globalisées				Recettes fléchées			
	Subvention pour charge de service public	Autres financements de l'Etat	fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées
Subvention pour charges de service public (FD010)	192 156 732							
Droits d'inscription (FD020)					5 349 782			192 156 732
Formation continue, diplômes propres et VAE (FD030)					1 323 313			5 349 782
Taxe d'apprentissage (FD040)					571 039			1 323 313
Contrats et prestations de recherche hors ANR (FD050)					199 738			571 039
Valorisation (FD060)					847 149			199 738
ANR investissements d'avenir (FD070)				4 414 000				847 149
ANR hors investissements d'avenir (FD080)				1 077 040				4 414 000
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région (FD090)				1 271 522				1 077 040
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne (FD100)				72 939				1 271 522
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres (FD110)	3 411 286			3 395 387	14 163			72 939
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs (FD120)				25 896	85 494			6 820 836
Autres recettes (FD130)			2 325 012	-	618 238			111 360
Recettes issues des formations en apprentissage (FD140)					6 856 184			2 943 250
Total	192 156 732	3 411 286	2 325 012	10 255 784	15 865 100			6 856 184
								224 014 914

SOLDE BUDGETAIRE - 26 169 028


La Présidente de l'Université Paris Nanterre



Tableau 4
Équilibre financier de l'établissement agréé

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

[illegible]

La Présidente de l'Université Paris Nanterre

Caroline ROLLAND-DIAMOND



Tableau 5
Opérations pour le compte de tiers de l'établissement agréé

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	décaissements	encaissements
Aide à la mobilité internationale	46711	Aide à la mobilité internationale	969 750	37 343
TVA	44451	Taxe à Valeur Ajoutée	160 638	179 150
Bourse UFA + ERA		Bourse	197 400	197 400
COCOSO_DRED			0	2 346 235
PIA ACCELERATIONS			0	762 788
TOTAL			1 327 788	3 522 916

(c1) et (c2) étant repris au tableau "Équilibre financier" (tableau 4)

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.



La Présidente de l'Université Paris Nanterre

Caroline ROLLAND-DIAMOND

Tableau 6
Situation patrimoniale Budget agrégé

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES		COFI 2023	BI 2024	BR1 2024	BR2 2024	Variation	COFI 2024	PRODUITS		COFI 2023	BI 2024	BR1 2024	BR2 2024	Variation	COFI 2024
Personnel		142 762 466	192 725 454	181 300 411	190 300 411	-1 509 537	189 850 874	Subventions de l'Etat (SCSP + autres ministères)	193 961 673	207 582 247	181 840 080	191 840 080	-2 942 997	188 897 080	
	dont charges de pensions clés**	50 105 618	49 753 707	49 753 707	49 753 707	1 417 639	50 905 346	Fiscalité affectée	2 325 012	2 325 012	2 325 012	2 325 012	0	2 325 012	
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention		52 398 955	48 376 232	50 503 481	52 803 481	-1 445 643	51 357 848	Autres subventions	5 531 638	9 170 350	11 081 698	11 081 698	-4 373 964	6 698 334	
								Autres produits	31 435 027	35 496 226	36 082 874	36 082 874	-6 855 024	29 227 850	
TOTAL DES CHARGES (1)		235 172 451	239 100 686	241 803 902	243 163 902	-2 955 180	240 208 722	TOTAL DES PRODUITS (2)	233 166 110	234 448 825	241 359 665	241 359 665	-8 276 585	233 083 080	
Résultat prévisionnel bénéfice (3) = (2) - (1)								Résultat prévisionnel perte (4) = (1) - (2)	2 066 341	4 651 861	504 238	1 004 238	5 321 404	7 135 042	
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)		235 172 451	239 100 686	241 803 902	243 163 902		240 208 722	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	235 172 451	239 100 686	241 803 902	243 163 902	-2 955 180	240 208 722	

* Il s'agit des sous-catégories des comptes présentant les contributions employeur au CAS-Pensions

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	COFI 2023	BH 2024	BR1 2024	BR2 2024	Variation	COFI 2024
Résultat prévisionnel de l'exercice						
(bénéfice (3) ou perte (4))						
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	-2 000 341	4 651 861	-5 004 238	+1 804 238	-5 321 404	-7 125 842
+ reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	13 054 761	12 400 000	13 276 441	13 276 441	-543 618	12 732 822
+ valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	64 608	980 000	64 608	64 608	885 010	885 010
- produits de cession d'éléments d'actifs					7 548	7 548
- quote-part des subventions d'investissement viree au résultat de l'exercice	8 564 744	8 800 000	8 580 687	8 580 687	2 061	8 582 748
= CAF ou IAF*	2 519 068	2 031 861	4 126 908	2 826 908	-7 995 037	-3 868 129

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	COFI 2023		BI 2024	BR 2024	Variation	COFI 2024	RESSOURCES		BI 2024	BR 2024	Variation	COFI 2024
	Insuffisance d'autofinancement*		2 031 861		3 658 129	3 658 129	Capacité d'autofinancement*		2 519 058	2 826 968	-2 826 968	2 826 968
Investissements	15 846 028		20 500 000	23 800 136	-4 816 522	17 683 614	Financement de l'actif par l'Etat		7 950 710	2 304 086	2 277 076	2 641 172
							Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat					154 386
							Autres ressources		741 000		154 386	154 386
Remboursement des dettes financières	110 301						Augmentation des dettes financières					
TOTAL DES EMPLOIS (5)	16 056 329		22 531 861	23 800 136	-948 393	0	TOTAL DES RESSOURCES (6)		11 210 778	2 520 000	-2 399 446	2 798 588
APPORT AU FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	0	0	0	0	0	0	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)		-4 845 551	-20 011 861	-17 309 132	-18 756 185

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	COFI 2023	BI 2024	BRI 2024	BR2 2024	Variation	COFI 2024
VIARIATION DU FONDOS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8) :						
• Variation du BESOIN en FONDOS DE ROULEMENT	4 845 551	20 011 861	17 309 132	20 011 861	1 255 676	18 756 185
• Variation de la TRESORERIE - ARBONDEMENT (II)	7 229 267	2 749 685	871 844	1 830 885	2 341 039	21 097 024
• Variation de la TRESORERIE - ARBONDEMENT (II)	2 383 716	22 761 845	18 180 976	18 180 976	2 916 248	21 097 024
• Niveau du FONDOS DE ROULEMENT	27 181 132	3 234 746	9 472 000	9 472 000	1 447 253	8 424 747
• Niveau du BESOIN en FONDOS DE ROULEMENT	23 524 912	8 282 259	22 053 069	22 053 069	1 468 996	21 184 073
• Niveau de la TRESORERIE	50 706 044	11 507 005	32 525 068	32 525 068	2 916	29 608 820



La Présidente de l'Université Paris Nanterre

Caroline ROLLAND-DIAMOND

Tableau 7
Plan de trésorerie
Agrégé

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

(K€ TTC)	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois) dont placements	50 706	79 927	60 339	43 787	72 069	53 749	28 309	80 688	65 558	49 377	58 550	40 511	
ENCAISSEMENTS													
A1. Recettes budgétaires globalisées	50 134	1 146	2 889	47 087	825	1 374	75 247	182	2 034	31 610	2 394	9 093	224 015
Subvention pour charges de service public	48 156	-	-	46 539	-	-	66 483	-	-	28 130	-	2 849	192 157
Autres financements de l'Etat	741	-	-	10	12	257	-	-	70	514	-	1 807	3 411
Fiscalité affectée	-	-	1 229	-	-	-	1 096	-	-	-	-	-	2 325
Autres financements publics	202	654	1 159	144	235	818	1 279	6	1 357	2 294	266	2 375	10 257
Recettes propres	1 035	492	501	394	578	299	6 389	176	607	672	2 660	2 062	15 865
A2. Recettes budgétaires flechées													0
Financements de l'Etat flechés													-
Autres financements publics flechés													-
Recettes propres flechées													-
A3. Opérations non budgétaires	225	210	27	28	101	748	246	965	892	34	550	2 373	6 399
Nouveaux emprunts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations géré en compte de tiers (encaissements de l'exercice) hors TVA	218	198	-	-	100	79	37	-	-	-	545	2 167	3 344
TVA encaissée	7	12	27	28	1	5	52	0	2	34	5	6	179
Autres encaissements sur comptes de tiers	-	-	-	-	-	664	157	965	890	-	-	200	2 876
A. TOTAL	50 359	1 356	2 916	47 115	926	2 122	76 493	1 147	2 926	31 644	2 944	11 466	230 414
DECAISSEMENTS													
B1. Enveloppes hors recettes flechées	20 930	20 822	19 360	18 802	19 117	27 546	23 071	16 167	19 067	22 174	20 861	22 266	250 183
Personnel	15 515	16 733	15 792	15 343	15 749	15 836	18 975	15 649	14 712	15 425	16 087	17 050	192 866
Fonctionnement	4 316	3 047	3 071	2 211	2 604	2 772	2 364	486	2 681	4 445	3 330	3 608	34 935
Investissement	1 099	1 042	497	1 248	764	8 938	1 732	32	1 674	2 304	1 444	1 608	22 382
B2. Dépenses sur recettes flechées													-
Personnel													-
Fonctionnement													-
Intervention													-
Investissement													-
B3. Opérations non budgétaires	208	122	108	31	129	16	43	110	40	297	122	102	1 328
Remboursements d'emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-
Opérations gérées en compte de tiers (décaissements de l'exercice) hors TVA	193	111	97	23	119	5	28	108	27	259	108	89	1 167
TVA décaissée	15	11	11	8	10	11	15	2	13	38	14	13	161
Autres décaissements sur comptes de tiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B. TOTAL	21 138	20 944	19 468	18 833	19 246	27 562	23 114	16 277	19 107	22 471	20 983	22 368	251 511
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	29 221	19 588	16 552	28 282	18 320	25 440	52 379	15 130	16 181	9 173	18 039	10 902	21 097
SOLDE CUMULE (1) + (2)	79 927	60 339	43 787	72 069	53 749	28 309	80 688	65 558	49 377	58 550	40 511	29 609	21 097



La présidente de l'Université Paris Nanterre
Caroline ROLLAND-DIAMOND
05

dont trésorerie sur op. flechées =
A2 - B2

dont trésorerie sur op. non
budgétaires = A3-B3

5 071

Opérations liées aux recettes fléchées Budget agrégé

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées

	Antérieures à N non dénouées	N	N+1	N+2	N+3
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)					
Recettes fléchées (b)					
Financements de l'Etat fléchés					
Autres financements publics fléchés					
Recettes propres fléchées					
Dépenses sur recettes fléchées (c)					
Personnel					
AE=CP					
Fonctionnement et intervention					
AE					
CP					
Investissement					
AE					
CP					
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)		X			

X repris au tableau "Équilibre financier" en (a) (tableau 4)

La Présidente de l'Université Paris Nanterre


Caroline ROLLAND-DIAMOND


B - Recettes

OPERATION	Montant de l'opération			Prélèvement sur trésorerie			FINANCEMENTS EXTERIEURS																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																			
	[1]	[14]		Montant total [15]=[1]+[4]	Encassements au titre des années antérieures [16]	Encassements pour l'année n					Restes à incluser																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																															
		III 2024	Variation			III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024	III 2024

[Signature]

La Présidente de l'Université Paris Nanterre

Caroline ROLLAND-DIAMOND



TABLEAU 10
Synthèse budgétaire et comptable Compte financier 2024

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		COFI 2023	BI 2024	BR1 2024	BR2 2024	Variation	COFI 2024
Niveaux initiaux	1 Niveau initial de restes à payer nets des retraits d'engagements juridiques sur exercices antérieurs à N	3 592 304	19 818 101	13 562 919	13 562 919	1 770 666	15 333 585
	2 Niveau initial du fonds de roulement	32 026 683	23 236 607	27 181 132	27 181 132		27 181 132
	3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-16 295 645	-11 032 244	-23 524 912	-23 524 912		-23 524 132
	4 Niveau initial de la trésorerie	48 322 328	34 268 850	50 706 044	50 706 044		50 706 044
	4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée						
Flux de l'année	4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	48 322 328	34 268 850	50 706 044	50 706 044	0	50 706 044
	5 Autorisations d'engagement	242 712 665	251 325 833	251 637 165	250 637 165	-5 567 403	245 069 762
	6 Résultat patrimonial	-2 006 341	-4 651 861	-504 238	-1 804 238	-5 321 404	-7 125 642
	7 Capacité d'autofinancement (CAF)	2 519 068	-2 031 861	4 126 908	2 826 908	-6 695 037	-3 868 129
	8 Variation du fonds de roulement	-4 845 551	-20 011 861	-17 309 132	-17 309 132	-1 447 053	-18 756 185
	9 Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire	0				0	0
	10 Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retravaillées par la CAF	SENS				-1 364 885	-1 364 885
	Variation des stocks	+ / -				0	
	Charges sur créances irrécouvrables	-				-1 364 885	-1 364 885
	Produits divers de gestion courante	+				0	
	11 Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie	SENS	-6 129 756	2 706 868	2 550 964	2 550 964	-5 186 979
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	-797 786	4 000 000	3 844 096	3 844 096	-1 448 134
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -					0
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	-5 331 970	-1 293 132	-1 293 132	-1 293 132	-3 738 845
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -					0
	12 Solde budgétaire	1 284 205	-22 718 728	-19 860 096	-19 860 096	-6 308 932	-26 169 028
	12.a Recettes budgétaires	234 026 254	223 188 825	231 234 369	231 234 369	-7 219 455	224 014 914
	12.b Crédits de paiement ouverts	232 742 050	245 907 554	251 094 465	251 094 465	-910 523	250 183 942
	13 Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires	-1 099 796	43 117	-1 679 120	-1 679 120	6 750 924	5 071 804
	14 Variation de la trésorerie	2 384 001	-22 761 845	-18 180 976	-18 180 976	-2 916 248	-21 097 224
Stocks finaux	15.a dont variation de la trésorerie fléchée					0	
	15.b dont variation de la trésorerie non fléchée	2 384 001	-22 761 845	-18 180 976	-18 180 976	-2 916 248	-21 097 224
	15 Variation du besoin en fonds de roulement	-7 229 552	2 749 985	871 844	871 844	1 469 195	2 341 039
	16 Variation des restes à payer	9 970 615	5 418 279	542 700	542 700	-5 656 880	-5 114 180
	17 Niveau final de restes à payer	13 562 919	25 236 380	14 105 618	14 105 618	-3 886 213	10 219 405
	18 Niveau final du fonds de roulement	27 181 132	3 224 746	9 872 000	9 872 000	-1 447 253	8 424 747
	19 Niveau final du besoin en fonds de roulement	-23 524 912	-8 282 259	-22 653 069	-22 653 069	1 468 996	-21 184 073
	20 Niveau final de la trésorerie	50 706 044	11 507 005	32 525 068	32 525 068	-2 916 248	29 608 820
	20.a dont niveau final de la trésorerie fléchée					0	
	20.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée	50 706 044	11 507 005	32 525 068	32 525 068	-2 916 248	29 608 820

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale

La Présidente de l'Université Paris Nanterre

Caroline ROLLAND-DIAMOND



Compte financier 2024

Rapport de gestion

RAPPORT DE GESTION DE L'ORDONNATEUR

CONTEXTE DE PRESENTATION DU COMPTE FINANCIER 2024

Le compte financier 2024 présente l'exécution budgétaire et comptable. Le rapport de gestion analyse l'exécution budgétaire au 31 décembre 2024 au regard des dernières prévisions. Il permet la mise en perspective des éléments issus de la comptabilité générale d'une part, de la comptabilité budgétaire d'autre part, et permet d'apprécier l'évolution de la situation financière de l'établissement.

Rappel du contexte de construction budgétaire 2024

Dans le prolongement du débat d'orientation budgétaire qui a eu lieu en septembre 2023, l'établissement a poursuivi en 2024 cet objectif : l'amélioration des conditions d'étude et de travail pour rendre possible dans des conditions acceptables l'accomplissement de nos missions de service public : recherche, formation, responsabilité sociétale et vie étudiante.

Au-delà de cet objectif essentiel, il s'agit aussi de poursuivre la stratégie de redressement de notre université en la mettant en meilleure position pour déployer tout son potentiel, en particulier dans le domaine de la recherche sur la base des cartographies désormais établies.

Le budget initial 2024 a intégré les deux projets majeurs que sont UNISSON et ACCELERATIONS, lesquels visent à conforter l'université comme établissement de référence en matière d'innovation sociale, de vie sur le campus et d'offre de formation diversifiée, au bénéfice de tous nos publics.

Dans la continuité des mesures politiques et budgétaires prises depuis 2021, le budget initial 2024 a ainsi traduit plusieurs priorités :

- La poursuite d'une politique volontariste et ambitieuse en matière de campagne d'emplois (enseignants-chercheurs, enseignants et BIATSS) afin de répondre à la situation de sous-encadrement de l'université qui affecte les conditions de travail, mais aussi le potentiel en recherche ;
- La poursuite de la valorisation de l'engagement des personnels de l'université, notamment par le chantier du RIFSEEP dont les effets viendront s'ajouter à la revalorisation indemnitaire effectuée en 2022 ;
- Le maintien d'un haut niveau d'investissement permettant de poursuivre la rénovation et la réhabilitation des bâtiments et campus tout en réaffirmant notre engagement en matière de transition énergétique et de développement durable.

Ces choix d'établissement se sont traduits dans le budget initial 2024, puis dans les deux budgets rectificatifs, par un haut niveau de dépenses, tous types confondus, indispensables, compte tenu de notre situation de sous-encadrement historique et du retard de notre établissement dans de nombreux domaines. Pour rappel, notre université n'a pas bénéficié de Plan Campus qui lui aurait permis de remettre à niveau ces nombreux bâtiments anciens.

Ce budget initial 2024 a intégré en dépenses les mesures salariales nationales actuellement partiellement compensées par la tutelle (à hauteur de 50%) tout comme il prend à nouveau en compte

un surcoût lié aux fluides. Il intègre également les dépenses liées à la fin du chantier de rénovation du Centre sportif universitaire (CSU) et à la construction du bâtiment modulaire rendue indispensable par la fermeture du Pôle universitaire Léonard de Vinci.

La construction du budget s'est fondée sur les dialogues annuels avec les services et les composantes et leurs réunions préparatoires avec la direction financière, qui ont permis de mieux identifier les besoins budgétaires et les spécificités de chacun.

I. AUTORISATIONS BUDGETAIRES

I.1. RECETTES

Le total des recettes budgétaires au sens du décret GBCP¹ et figurant au compte financier 2024 (COFI 2024) s'élève à **224 014 914 €**, soit - **7 219 K€** par rapport au Budget rectificatif n°2 2024 (BR2 2024) et - **10 011 K€** par rapport au compte financier 2023 (COFI 2023).

Les recettes se décomposent ainsi :

I.1.1. La subvention pour charges de service public (SCSP)

La subvention pour charge de service public (SCSP) varie de + **341 K€** par rapport au BR2 2024 et de + **575 K€** par rapport au COFI 2023 pour s'établir à un montant de **192 156 732 €**.

Elle représente **86 %** des ressources budgétaires de l'établissement (contre 81,86 % en 2023).

La variation entre le BR2 2024 et le COFI 2024 (la prévision budgétaire était alors établie sur la base de la notification initiale) s'explique principalement par :

- **+ 3 215 K€** de financement lié à la masse salariale, dont notamment :
 - + 2,2 M€ au titre de la 1^{re} tranche du COMP (=50%) ;
 - + 278 K€ au titre du transfert de 6 emplois dans le cadre de la dissolution de la COMUE UPL au 01/07/2024.
- **- 2 640 K€** de financement lié au fonctionnement, se décomposant notamment par :
 - - 1 655 K€ de soutien ministère - surcoût énergétique non renouvelé en 2024 ;
 - - 880 K€ au titre de la dotation sûreté.

Au total, sur l'exercice 2024, ont finalement été notifiés (toutes notifications comprises) : 2024 K€ au titre de la 1^{re} tranche du COMP (50%), 5 984 K€ au titre de la LPR, 1 539 K€ de soutien lié à l'exonération des droits DI pour les boursiers, 278 K€ au titre d transfert des 6 emplois dans le cadre de la dissolution de la COMUE UPL au 01/07/2024, 2594 K€ de mesures indiciaires du rendez-vous salarial du 12 juin 2023.

I.1.2. Autres financements de l'État

Les autres ressources provenant de l'État varient de + **816 K€** par rapport au BR2 2024 et - **4 997 K€** par rapport au COFI 2023, aboutissant à un montant total de **3 411 K€**.

Ces recettes sont principalement constituées de :

- 1,8 M€ de l'État concernant la réhabilitation du CSU ;
- 500 K€ de l'État concernant l'opération de réhabilitation du bâtiment C ;
- 341 K€ de l'État au titre du projet résilience 2 relatif au plan de sobriété énergétique ;
- 70 K€ de la DRAC à destination de MEDIADIX ;
- 281 K€ concernant les contrats de recherches.

¹ L'article 205 du décret du 7 novembre 2012 dit « GBCP » limite les recettes budgétaires aux recettes encaissées durant un exercice donné, excluant ainsi les opérations d'ordre (reprises d'amortissement, produits de cessions d'actifs).

1.1.3. Fiscalité affectée

La ressource liée à la fiscalité affectée, correspondant au seul versement de la CVEC 2023-2024, est de **2 325 012 €**, soit **+ 106 K€** par rapport au COFI 2023.

1.1.4. Autres financements publics

Les autres financements publics représentent un total de **10 256 784 €**, soit **-804 K€** par rapport au BR2 2024 et **+ 662 K€** par rapport au COFI 2023.

Ces recettes comptabilisent notamment :

- 3 850 K€ au titre des premiers et deuxièmes versements pour le PIA UNISSION ;
- 1 217 K€ de financement de l'ANR hors Investissement d'Avenir ;
- 889 K€ au titre du financement du PIA NCU ;
- 617 K€ de l'Institut supérieur du professorat et de l'éducation de l'académie de Versailles (INSPE) concernant les années universitaires 2020/2021 à 2023/2024 ;
- 564 K€ pour la phase 2 du projet EDUC 2 ;
- 410 K€ de mise à disposition de doctorants contractuels à l'ENS ;
- 379 K€ au titre du DAEU concernant les années universitaires 2020/2021 à 2022/2023 ;
- 295 K€ concernant le Préciput pour les années 2023 et 2024 ;
- 221 K€ au titre du PIA Accélération.

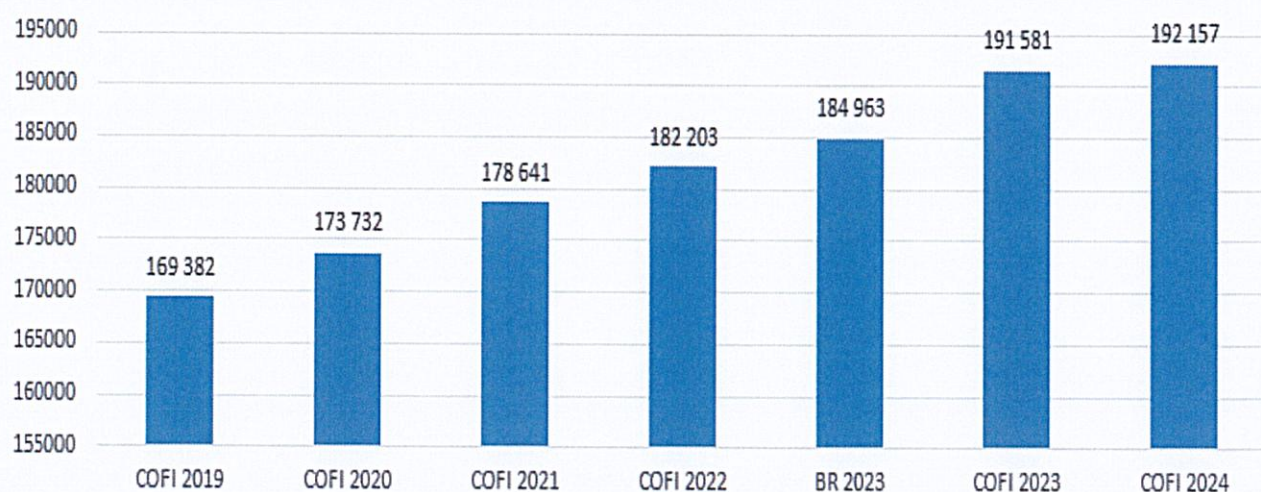
1.1.5. Les recettes propres

Le total des recettes propres est de **15 865 100 €**, soit **- 7 572 K€** par rapport au BR2 2024 et **- 6 357 K€** par rapport au COFI 2023.

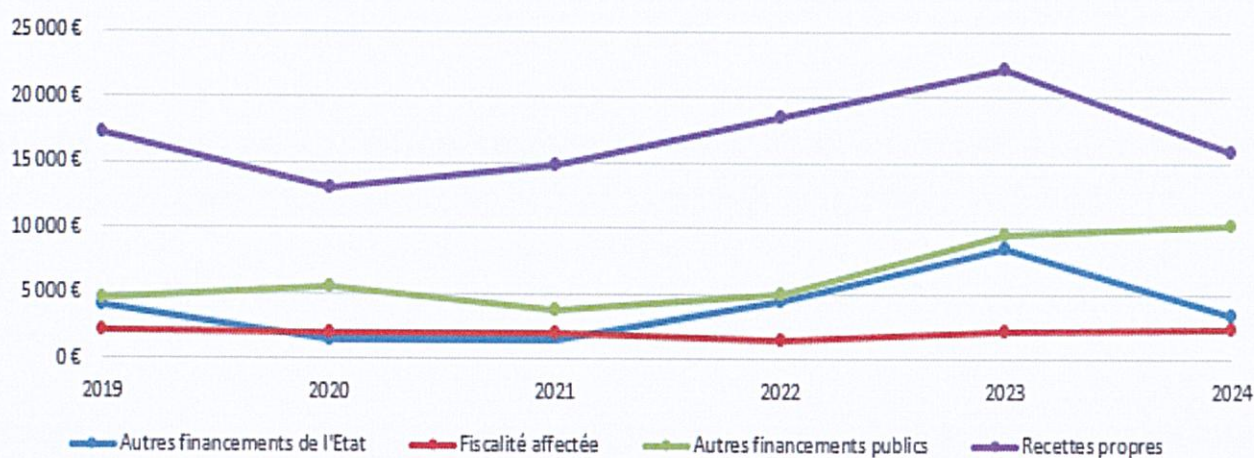
Elles se répartissent de la façon suivante :

- **6 856 K€** de ressources issues de l'apprentissage, soit **- 2 253 K€** par rapport au BR2 2024 et **- 4 739 K€** par rapport au COFI 2023, dont :
 - **4 353 K€** concernant les CFA externes ;
 - **2 503 K€** concernant le CFA UPN.
- **5 349 K€** de droits d'inscription, soit **- 1 010 K€** par rapport au BR2 2024 et **- 611 K€** par rapport au COFI 2023 ;
- **1 323 K€** de recettes de formation continue, soit **- 1 334 K€** par rapport au BR2 2024 et **+ 71 K€** par rapport au COFI 2023 ;
- **1 047 K€** issus des contrats et prestations de recherche hors ANR et valorisation, soit **- 1 427 K€** par rapport au BR2 2024 et **+ 238 K€** par rapport au COFI 2023 ;
- **571 K€** de recettes issues de la taxe d'apprentissage, soit **+ 71 K€** par rapport au BR2 2024 et **+ 182 K€** par rapport au COFI 2023 ;
- **618 K€** d'autres recettes, soit **- 882 K€** par rapport au BR2 2024 et **- 1 365 K€** par rapport au COFI 2023, dont notamment 290 K€ de mises à disposition sortantes de personnels.

Evolution de la SCSP depuis 2019



Evolution des recettes budgétaires par origine de financement de 2020 à 2024
(en K€)



I.2. DÉPENSES

Le total des dépenses inscrites au budget au sens du décret GBCP² s'établit à :

- **245 069 762€** en autorisations d'engagement (AE), soit – **5 567 K€** par rapport au BR2 2024 pour un taux d'exécution de **97,78%** (soit + 0,73 point par rapport au COFI 2023) et + **2 357 K€** par rapport au COFI 2023 ;
- **250 183 942 €** en crédits de paiement (CP), soit – **910 5 K€** par rapport au BR2 2024 pour un taux d'exécution de **99,64%** (soit + 0.84 point par rapport au COFI 2023) et + **17 441 K€** par rapport au COFI 2023.

I.2.1. DÉPENSES DE PERSONNEL

A) Masse salariale

L'enveloppe des dépenses de personnel a été exécutée pour un montant de **192 866 405 €** représentant **78,70%** des dépenses budgétaires totales de l'établissement en AE (- 0,57%points par rapport à 2023).

Elles connaissent, par rapport au BR2 2024, une sous-exécution de – **792 K€** pour un taux d'exécution de **99,59%** (soit + 0,79%point par rapport à l'exécution du COFI 2023) et une variation de + **8 376 K€** par rapport au COFI 2023.

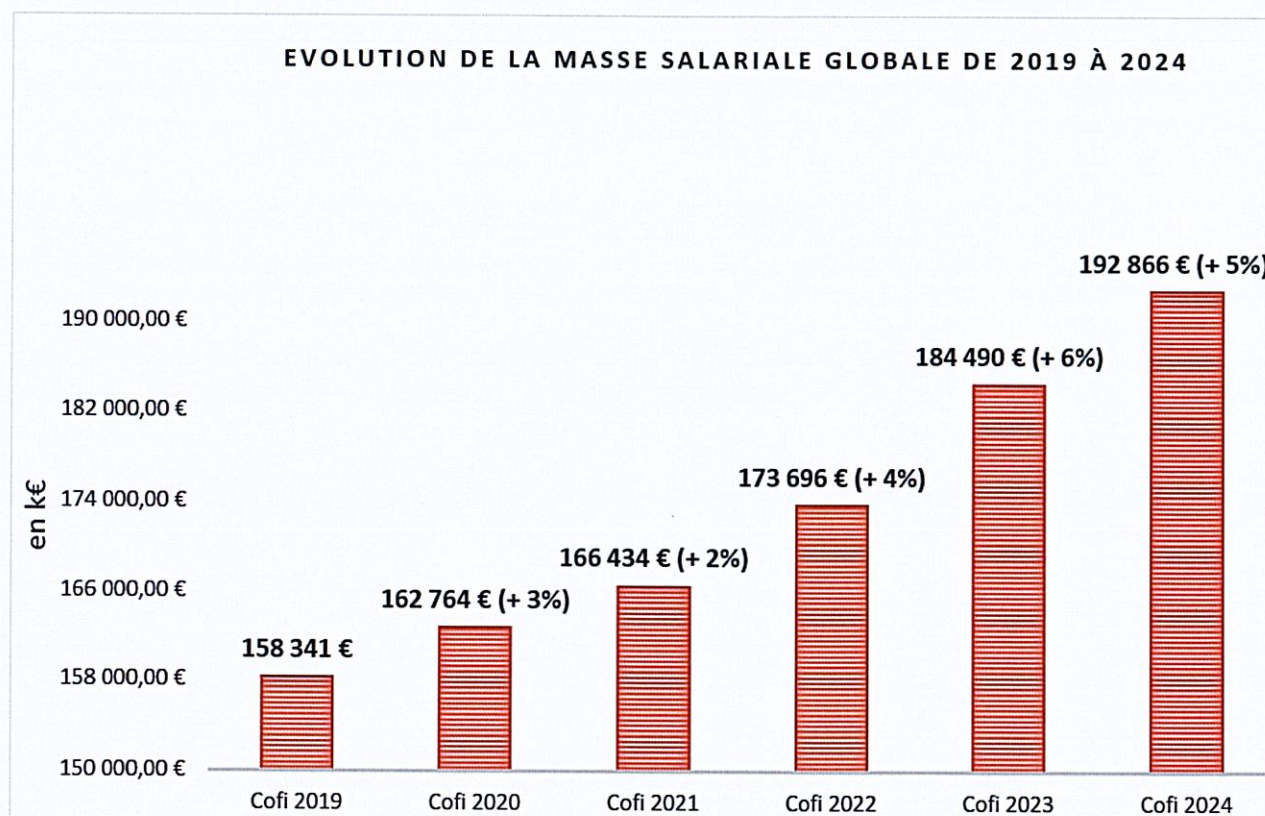
- Elle se compose :
 - De la masse salariale dite État (« MSE ») à hauteur de **174 694 898 €** (sans tenir compte des éléments « Hors processus de paie »), soit + **7 754 K€** par rapport à 2023. Son taux execution atteint **99,56 %**.

Crédits de Masse salariale globale = Montant limitatif en AE=CP		Exécution 2022	Exécution 2023	Exécution 2024	Variation	
					<i>en €</i>	<i>en %</i>
Rémunérations principales		85 051 476	88 907 716	92 638 146	3 730 430	4,20%
Titulaires	Enseignants et enseignants	48 767 975	50 976 944	52 384 544	1 407 600	2,76%
	Personnels BIATSS et autres personnels titulaires	16 436 046	16 869 711	17 547 693	677 982	4,02%
Sous-total des titulaires		65 204 021	67 846 655	69 932 237	2 085 582	3,07%
Non titulaires	Enseignants et enseignants	12 230 726	12 603 466	13 067 963	464 497	3,69%
	Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	7 558 441	8 397 182	9 531 896	1 134 714	13,51%
	dont CDI	2 116 823	2 586 926	3 110 622	523 696	20,24%
	dont personnels financés sur contrats de recherche (8)	1 474 132	1 441 601	1 028 229	-413 372	-28,67%
Autres : stagiaires, apprentis ...		58 288	60 412	106 050	45 638	75,54%

² L'article 205 du décret précité définit les dépenses budgétaires comme celles qui « consomment les crédits de paiement du budget de l'année au cours de laquelle elles sont payées ».

Rémunérations accessoires		18 337 263	21 641 618	22 564 547	922 929	4,26%
Cours complémentaires et vacations		7 496 562	7 610 862	7 783 863	173 001	2,27%
Autres rémunérations accessoires*		1 299 848	2 283 075	1 669 766	-613 309	-26,86%
Primes et indemnités des EEC		3 334 707	5 327 880	6 183 094	855 214	16,05%
Primes et indemnités des BIATSS et autres personnels		6 206 145	6 419 801	6 927 824	508 023	7,91%
Sous-total des titulaires		12 098 113	14 674 531	15 422 797	748 266	5,10%
Sous-total des non-titulaires et autres		6 239 150	6 967 087	7 141 749	174 662	2,51%
Cotisations et contributions sociales		69 314 155	72 541 813	75 837 676	3 295 863	4,54%
Titulaires	Cas pensions + ATI	46 802 672	48 711 013	50 195 505	1 484 492	3,05%
	Autres cotisations titulaires	12 294 764	12 856 869	13 428 547	571 678	4,45%
Sous-total titulaire		59 097 436	61 567 882	63 624 052	2 056 170	3,34%
Non titulaires	Cotisations Assedic	988 297	1 069 045	1 110 706	41 661	3,90%
	Autres cotisations en lien avec le personnel non-titulaire	9 228 422	9 904 886	11 102 918	1 198 032	12,10%
Sous-total des non-titulaires et autres		10 216 719	10 973 931	12 213 624	1 239 693	11,30%
Prestations sociales et hors paie		1 011 028	1 399 154	1 466 043	66 889	4,78%
TOTAL		173 713 922	184 490 301	192 506 411	8 016 110	4,35%
TOTAL hors prestations		172 702 894	183 091 147	191 256 716	8 165 569	4,46%
Dont titulaires hors prestations		136 399 570	144 089 068	149 146 446	5 057 378	3,51%
Dont agents non-titulaires et autres personnels hors prestations		36 303 324	39 002 078	42 110 270	3 108 192	7,97%
Sous-total des non-titulaires et autres		19 847 455	21 061 060	22 705 909	1 644 849	7,81%

- De la masse salariale dite Université (« MSU ») à hauteur de 8 725 087 €, soit + 319 K€ par rapport à 2023. Son taux d'exécution s'établit à 95,94 %, soit – 1,14 points par rapport à 2023. Le budget non consommé entre la prévision et le réalisé est de 369 K€.
- De la masse salariale dite « Heures complémentaires » à hauteur de 9 086 425 €, soit + 174 K€ par rapport à 2023. Son taux d'exécution s'établit à 99,85 %. Le budget non consommé entre la prévision et le réalisé est de 13 K€.
- Des éléments dits « hors paie » représentant 359 994 € (dont l'action sociale et le capital décès).



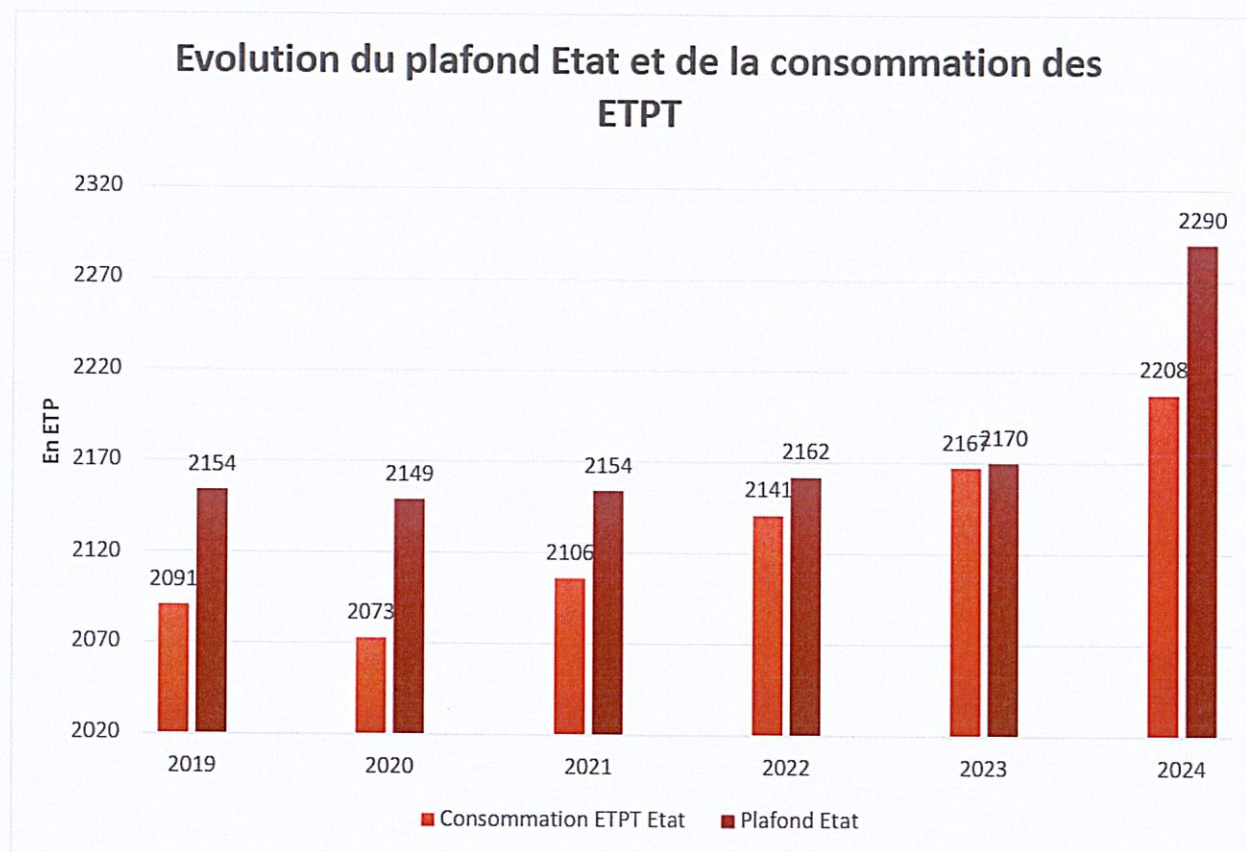
B) Plafond d'emplois

Il est d'abord rappelé que le plafond d'emplois de l'établissement est décomposé en deux sous-plafonds :

- Un sous-plafond État, le MESR déléguant et notifiant chaque année à l'établissement un certain nombre d'emplois (en enseignants-chercheurs, enseignants et BIATSS), depuis le passage de l'université aux responsabilités et compétences élargies ;
- Un sous-plafond dit « université », déterminé chaque année par l'établissement en fonction des recrutements à effectuer pour des activités et missions assises sur des ressources propres (formation continue, formation par apprentissage, contrats de recherche, autres contrats, formation).

La consommation globale de l'établissement a été de **2 369 ETPT** sur l'année 2024, soit **+ 41,13 ETPT** par rapport à 2023.

- Le sous-plafond État notifié par le ministère est de **2 290 ETPT** au 31/12/2024 (notification définitive) pour une consommation annuelle du plafond État à hauteur de **2 207,60 ETPT** au 31/12/2024 soit **+ 40,16 ETPT** par rapport à 2023 ;
- Le sous-plafond dit « Université », avec financement sur ressources propres, est de **161,40 ETPT**, soit **+ 0,97 ETPT** par rapport à 2023.



1.2.2 DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement s'établissent, quant à elles, à :

- **34 097 591 €** en AE soit **13,91 %** des dépenses totales de l'établissement en AE ;
 - Une sous-exécution de **– 2 727 K€** par rapport au BR2 2024 conduisant à un taux d'exécution de **92,59%** (soit + 2,09 points par rapport à 2023) et **– 484 153 €** par rapport au COFI 2023.
- **34 935 122 €** en CP soit :
- **13,96 %** des dépenses totales de l'établissement en CP ;
 - Une sous-exécution de **– 11 €** par rapport au BR2 2024 pour un taux d'exécution de **100,00%** (soit + 0,01 points par rapport au COFI 2023) et **+ 2 656 K€** par rapport au COFI 2023.

Focus : le taux d'exécution des CP en fonctionnement est quelque peu en trompe-l'œil. Il n'est pas révélateur d'une juste programmation, mais il est lié à la décision modificatrice budgétaire intervenue en fin d'année afin d'assurer le paiement des fluides. Des efforts devront être réalisés pour assurer un meilleur suivi.

La consommation des dépenses est répartie par domaine fonctionnel (cf. tableau n°3 « dépenses par destination et recettes par origine) selon le détail suivant :

- Pilotage et support³ : **11 867 K€** en AE, soit **35 %** des dépenses totales de fonctionnement en AE et une variation de **+ 1 020 K€** par rapport au COFI 2024, dont les dépenses principales sont :
 - **3 709 K€** pour la sûreté et sécurité des locaux de l'établissement ;
 - **2 246 K€** de maintenance informatique ;
 - **1 422 K€** de dépenses des UFR et services de formation ;
 - **1 007 K€** de dépenses courantes de logistique, papeterie et prévention ;
 - **1 127 K€** de dépenses concernant les affaires générales (communication, direction générale des services, présidence, contentieux, etc.) ;
 - **533 K€** de prestations concernant l'implantation de l'UPN à La Défense (loyer, charges partagées, prestations alimentaires, etc.) ;
 - **285 K€** de FIPHP (Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique) ;
 - **415 K€** de financement pour la formation et l'organisation des concours ;
 - **202 K€** de dépenses de support des unités de recherche ;
 - **130 K€** de financement pour la fondation de l'UPN ;
 - **332 K€** de dépenses correspondant aux remboursements des droits d'inscription étudiants,
 - **360 K€** de dépenses diverses dont **297 K€** d'actions sociales, **34 K€** de dépenses de responsabilité sociétale et développement durable et **29 K€** de dépenses relatives à l'aménagement handicap des personnels.

- Dépenses d'appui⁴ à l'immobilier : **9 151 K€** en AE soit :
 - **27%** des dépenses de fonctionnement en AE, et une variation de **-1 490 K€** par rapport au COFI 2023 ;
 - Dont les dépenses principales sont :
 - **4 550 K€** de fluides des bâtiments de l'université ;
 - **1 669 K€** concernant la maintenance et l'entretien ;
 - **2 104 K€** de prestation de nettoyage ;
 - **627 K€** concernant des dépenses de logistique, affranchissement et imprimerie.

Focus : il est à noter que le montant des dépenses de fluides en autorisation d'engagement 2022 était de 2 538 K€ et l'établissement a donc subi une augmentation de 3 169 K€ entre 2022 et 2023.

- Recherche⁵ : **3 904 K€** en AE soit :
 - **11 %** des dépenses de fonctionnement en AE, et une variation de **+ 51 K€** par rapport au COFI 2023,
 - dont les dépenses principales sont :
 - **1 399 K€** de dépenses initiées par les laboratoires ;
 - **1 331 K€** pour les contrats de recherche (IUF compris) ;
 - **603 K€** concernant les dépenses de gestion de la recherche ;
 - **357 K€** pour la Maison des Sciences de l'Homme Mondes (MSHM) ;
 - **201 K€** dépensées par le Labex.

³ Cf. tableau n°3 « dépenses par destination » : domaine fonctionnel D115

⁴ Cf. tableau n°3 « dépenses par destination » : domaine fonctionnel D114.

⁵ Cf. tableau n°3 « dépenses par destination » : domaine fonctionnel D106, D107, D108, D109, D110, D111, D112 et D113.

➤ Formation⁶ : **3 364 K€** en AE soit :

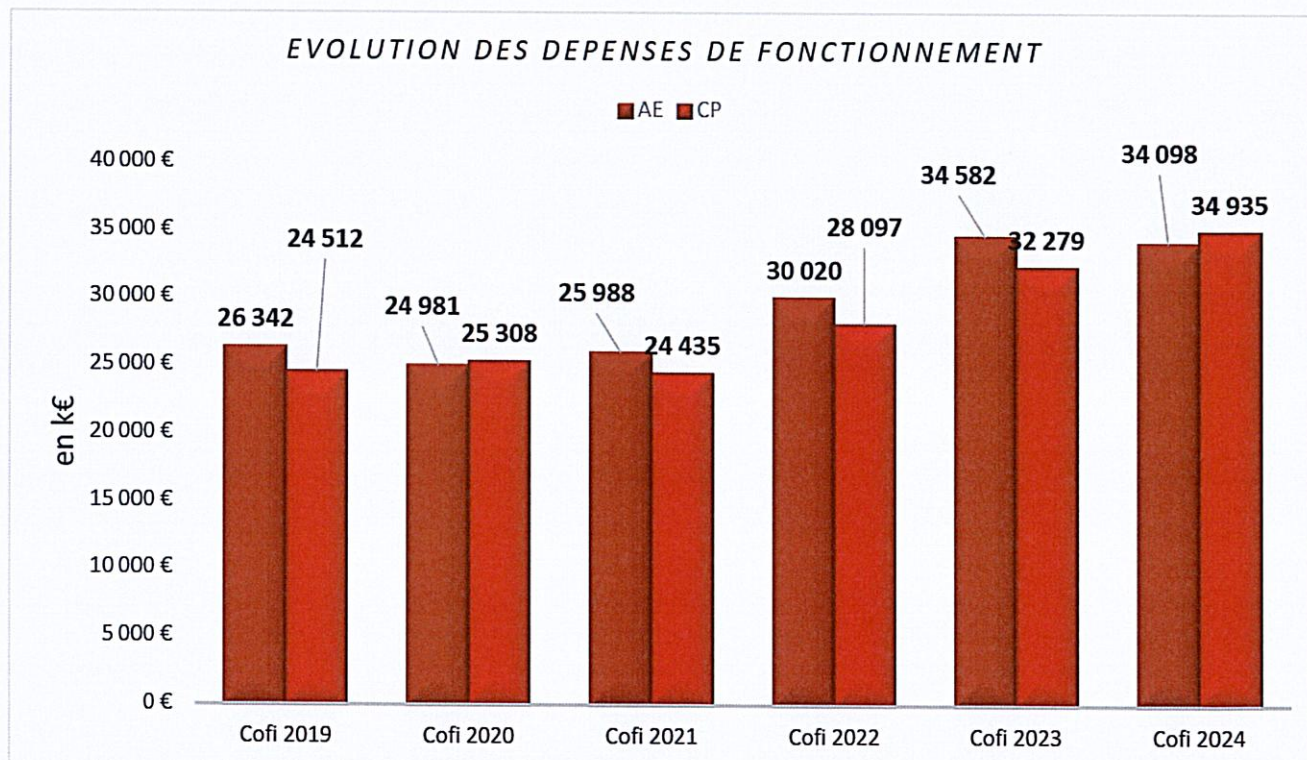
- 10 % des dépenses de fonctionnement en AE et une variation de - 354 K€ par rapport au COFI 2023 ;
- Dont les dépenses principales sont :
 - 2 855 K€ consommés par les UFR et services dédiés à la formation, dont : 15% pour SEGMI, 12% pour SPSE, 19% pour PHILLIA, 11% par DSP, 9% par l'IUT, 3% pour SITEC ;
 - 135 K€ consommés par les écoles doctorales.

➤ Bibliothèque et documentation⁷ : **2 601 K€** en AE soit :

- 8 % des dépenses de fonctionnement en AE, et une variation de + 109 K€ par rapport au COFI 2023 ;
- Dont les dépenses principales sont :
 - 1 456 K€ concernant la documentation,
 - 1 059 K€ pour des dépenses de La contemporaine,
 - 86 K€ de dépenses des bibliothèques associées à des UFR.

➤ Aides et santé des étudiants⁸ : **3 211 K€** en AE, soit :

- 9 % des dépenses de fonctionnement en AE, et une variation de + 180 K€ par rapport au COFI 2023 ;
- Dont les dépenses principales sont :
 - 1 567 K€ consommés par les services de la vie étudiante (SCUIO-IP, SUMP, ACA² et SUAPS) ;
 - 1 644 K€ de bourses étudiantes.

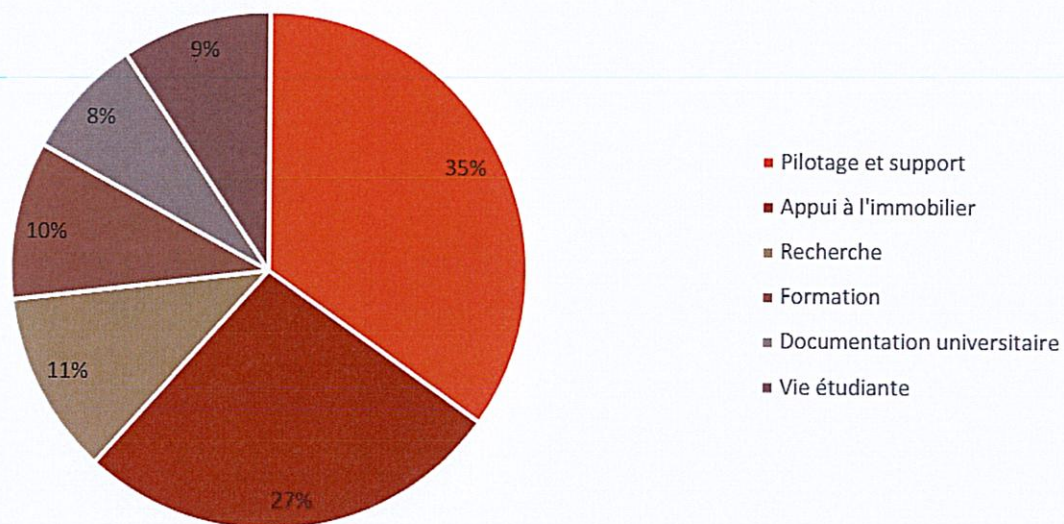


⁶ Cf. tableau n°3 « dépenses par destination » : domaine fonctionnel D101, D102, D103.

⁷ Cf. tableau n°3 « dépenses par destination » : domaine fonctionnel D105.

⁸ Cf. tableau n°3 « dépenses par destination » : domaine fonctionnel D201, D202 et D203.

Consommation des AE par domaine fonctionnel



1.2.3 DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

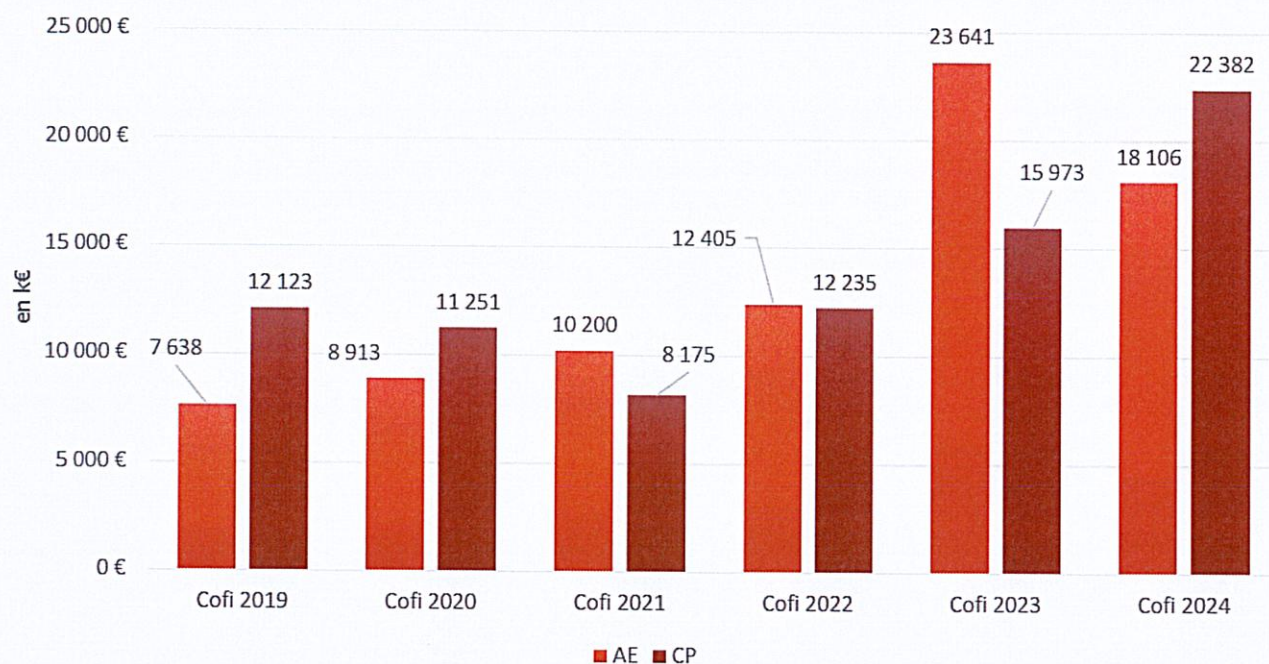
Les dépenses d'investissement s'élèvent respectivement à :

- **18 105 766 €** en AE soit :
 - **7,39 %** des dépenses totales de l'établissement en AE ;
 - Une sous-exécution de – **2 047 K€** et un taux d'exécution de **89,84 %** (- **4 points** par rapport à 2023) ;
 - Une variation de - **5 534 K€** par rapport au COFI 2023.
- **22 382 415 €** en CP soit :
 - **8,95 %** des dépenses totales de l'établissement en CP ;
 - Une sous-exécution de – **117 K€** et un taux d'exécution de **99,48 %** (soit + **5,48 points** par rapport à 2023) ;
 - Une variation de + **6 409 K€** par rapport au COFI 2023.

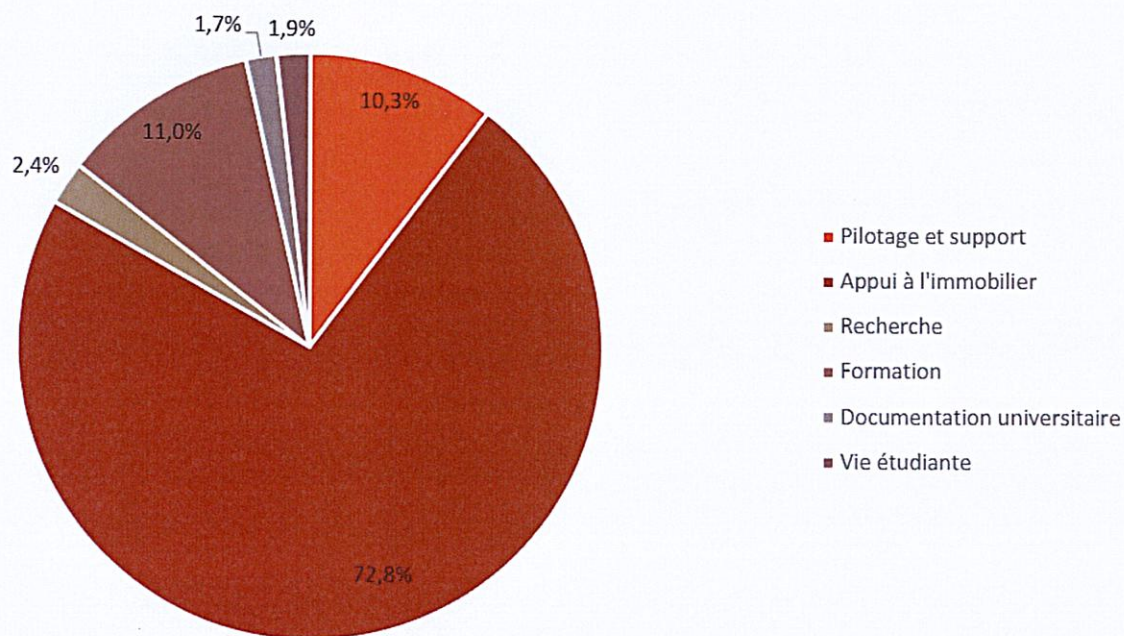
La consommation des dépenses d'investissement en AE par domaine fonctionnel se décompose ainsi :

- Dépenses d'appui à l'immobilier : **13 178 K€** en AE, soit **73 %** des dépenses d'investissement en AE ;
- Dont **13 024 K€** concernant la direction du patrimoine.
- Formation : **1 986 K€** en AE, soit **11 %** des dépenses d'investissement en AE ;
- Selon la répartition suivante : **35 %** consommés par l'IUT, **10 %** par SEGMI, **15 %** par le service COMETE, **5 %** par SITEC, **2 %** pour SSA et **4 %** pour SPSE.
- Pilotage et support : **1 869 K€** en AE, soit **10 %** des dépenses d'investissement en AE ;
- Dont les dépenses principales sont :
 - **1351 K€** exécutés pour des dépenses d'investissement informatique, notamment dans le cadre des projets pluriannuels de la DRI ;
 - **78 K€** d'investissement de l'IUT ;
 - **213 K€** d'investissement pour SITEC ;
 - **212 K€** concernant des dépenses récurrentes d'investissement (équipements des services centraux, communication, sécurité, etc.).
- Recherche : **432 K€** en AE, soit **2 %** des dépenses d'investissement en AE, dont **153 K€** concernent les contrats de recherche.
- Vie étudiante : **335 K€** en AE, soit **2 %** des dépenses d'investissement en AE.
- Bibliothèque et documentation : **305 K€** en AE, soit **2 %** des dépenses d'investissement en AE ;
- Selon la répartition suivante :
 - **200 K€** du SCD ; **105 K€** de La contemporaine.

EVOLUTION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT



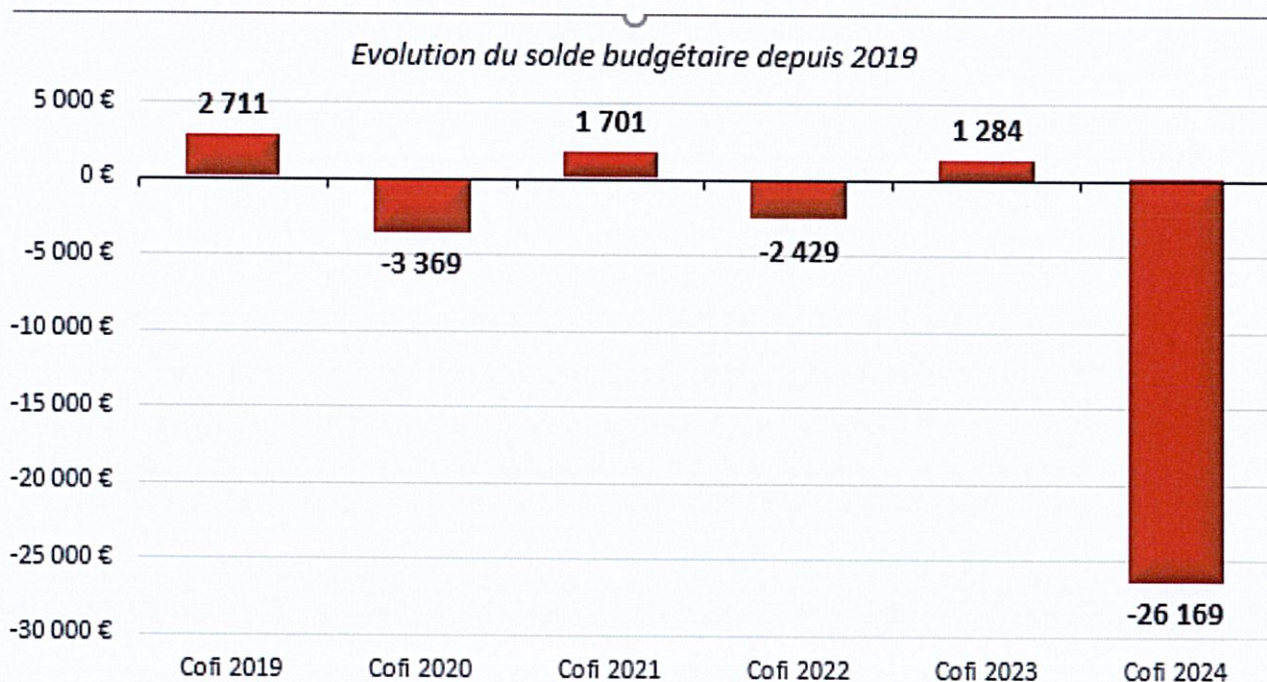
Consommation des AE par domaine fonctionnel



II. SOLDE BUDGÉTAIRE

Le montant total des encaissements de recettes de l'établissement s'établit à **224 014 914 €**, à soustraire des décaissements constatés s'élevant à **250 183 942 €**, donnant ainsi un solde budgétaire négatif de **26 169 028 €**, représentant une diminution de -10 011 K€ par rapport au COFI 2023 (cf. solde positif de + 1 284 204 €).

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Solde budgétaire prévu au dernier BR	- 5 262 675 €	- 6 399 873 €	- 7 616 768 €	- 6 645 755 €	- 13 284 058 €	- 19 860 096 €
Sous (+) consommation des CP en masse salariale	1 494 465 €	1 192 432 €	4 550 342 €	3 327 168 €	2 227 007 €	792 791 €
Sous (+) consommation des CP en fonctionnement	4 215 180 €	4 346 030 €	2 068 503 €	20 861 €	3 195 €	11 €
Sous (+) consommation des CP en investissement	1 660 498 €	146 071 €	2 846 002 €	131 720 €	981 452 €	117 721 €
Sous total dépenses	7 370 143 €	5 684 534 €	9 464 847 €	3 479 749 €	3 211 654 €	910 523 €
Sous (-)/ sur (+) exécution des recettes	603 860 €	- 2 653 976 €	- 146 900 €	736 802 €	11 356 608 €	- 7 219 455 €
Solde budgétaire du COFI	2 711 328 €	- 3 369 316 €	1 701 179 €	- 2 429 204 €	1 284 204 €	- 26 169 028 €



Focus : L'écart s'est accru entre le niveau d'exécution des dépenses et celui des recettes.

Au sujet des dépenses budgétaires, leur exécution a augmenté en raison de plusieurs facteurs :

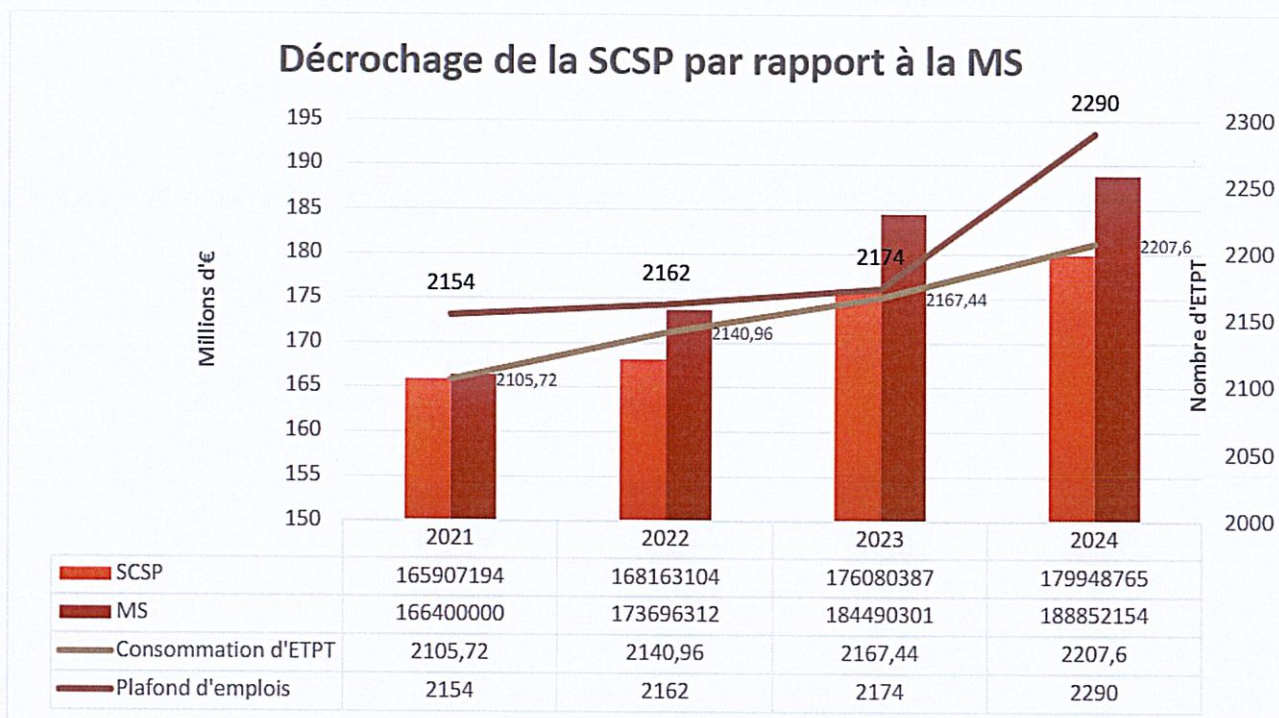
- L'augmentation des dépenses de personnels ;
- Le coût élevé des dépenses structurelles (marchés publics, fluides, etc.) ;
- Les dépenses de fonctionnement maintenues à un niveau élevé.

La sous-exécution des recettes peut être attribuée à plusieurs facteurs principaux.

- D'une part, le démarrage tardif de l'outil dédié à la formation continue et professionnelle, FCA MANAGER, qui n'a été opérationnel pour la facturation qu'à compter d'avril 2024, a impacté le titrage des recettes relatives aux années universitaires 2023/2024 et le T1 2024/2025, pour un montant de + 3 M€.

- D'autre part, certains évènements spécifiques ont également influencé de façon négative l'exécution des recettes budgétaires, telles que la réception tardive de la notification du CD92, pour un montant total de 1 649 K€ dont 1 M€ au titre de la rénovation du CSU, 210 K€ au titre du solde de la TA 2024, 225 K€ concernant la subvention du MESR pour le LABEL SAPS (recherche).

L'aggravation du déficit budgétaire s'explique, en outre, par le sous-financement de la SCSP des dépenses de fonctionnement et de la masse salariale.



Les finances de l'Université ont été fragilisées par les mesures étatiques qui n'ont été que partiellement compensées. Plus particulièrement, les dépenses de personnel ont été alourdies par l'ensemble des mesures salariales non compensées, dont le montant correspond à près de la moitié de notre résultat comptable déficitaire (Guérini, GVT et autres mesures indiciaires).

Ces différents facteurs soulignent de manière globale l'impératif d'améliorer la maîtrise de la gestion des recettes et de l'exécution des dépenses. Il est essentiel de renforcer les processus de prévision et de gestion financière pour garantir une exécution budgétaire plus précise et plus efficace à l'avenir.

En revanche, le niveau de sous-consommation en dépenses est quant à lui le plus bas depuis 2020, ce qui démontre une meilleure maîtrise de la programmation et de la consommation des ressources. Cette tendance positive suggère que les efforts déployés pour optimiser notre gestion des dépenses commencent à porter leurs fruits.

III. ANALYSE DE LA SOUTENABILITÉ

III.1. Un résultat comptable 2024 déficitaire

Le résultat comptable 2024 est déficitaire à hauteur de **7 125 K€**.

Le résultat comptable 2024 définitif fait état d'une dégradation de 5 321 K€ par rapport à la prévision d'atterrissage du BR2 avec un déficit prévisionnel de 1 804 K€ et de 4 652 K€ au BI 2024.

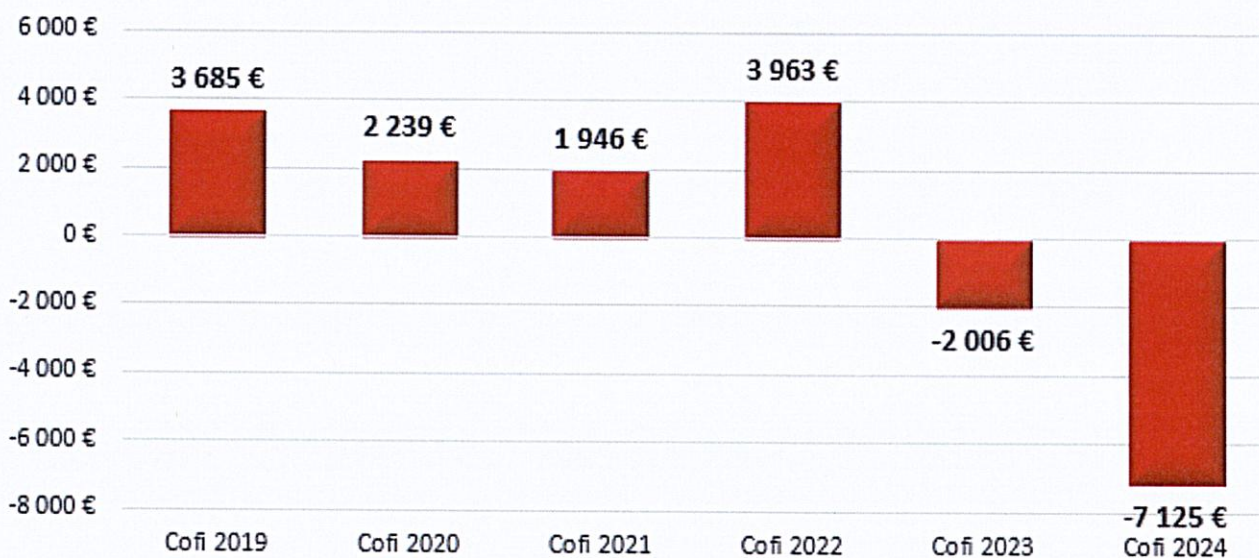
De manière globale, les principaux éléments de variation constitutifs du résultat 2024, déficitaire donc de 7 125 K€, sont les suivants :

- Une sous-exécution des produits de 8 276 K€ par rapport à la prévision après BR2 2024 ; le montant total des produits étant arrêté à 233 083€ ;
- Une sous-exécution des charges de 2 955 K€ par rapport à la prévision après BR2 2024, le montant total des charges étant arrêté à 240 208K€.

A noter que la variation entre ces deux items concernant les COFI 2023 et 2024 est la suivante :

- Une sous-exécution des produits 2024 de - 83 K€ par rapport au COFI 2023 (233 166 K€) ;
- Une sur-exécution des charges 2024 de + 5 036 K€ par rapport au COFI 2023 (235 172 K€) dont :
 - + 6 068 K€ en personnel par rapport au COFI 2023 ;
 - - 1 032 K€ en fonctionnement par rapport au COFI 2023.

EVOLUTION DU RESULTAT COMPTABLE



La variation entre le BR2 2024 et le COFI 2024 est ainsi constituée :

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Résultat prévisionnel du dernier BR	1 468 620 €	- 346 625 €	192 987 €	- 160 681 €	- 3 793 943 €	- 1 804 238 €
Sur (+) / sous (-) exécution des charges non décaissables (amortissements, provisions)	- 381 985 €	- 651 686 €	110 625 €	90 410 €	- 745 171 €	543 618 €
Sur (+) / sous (-) exécution des charges constatées de fonctionnement	1 739 676 €	4 174 870 €	493 084 €	- 3 207 850 €	- 1 150 916 €	903 305 €
Sur (+) / sous (-) exécution des charges constatées de personnel	1 380 761 €	331 182 €	4 489 763 €	3 942 747 €	1 186 027 €	1 508 257 €
Sous total charges	2 738 452 €	3 854 366 €	5 093 472 €	825 307 €	- 710 060 €	2 955 180 €
Sur (-) / sous (+) exécution des produits non encaissables (quote-part, reprises)	- 398 094 €	1 012 474 €	298 949 €	595 033 €	1 015 681 €	822 467 €
Sur (-) / sous (+) exécution des produits constatés	- 123 563 €	- 2 281 200 €	- 3 639 711 €	2 703 595 €	1 481 981 €	- 9 099 052 €
Sous total produits	- 521 657 €	- 1 268 726 €	- 3 340 762 €	3 298 628 €	2 497 662 €	- 8 276 585 €
Résultat constaté au COFI	3 685 415 €	2 239 014 €	1 945 697 €	3 963 254 €	- 2 006 341 €	- 7 125 642 €

III.2. Situation d'insuffisance d'autofinancement

La CAF de l'établissement traduit l'excédent annuel de ressources de fonctionnement permettant d'alimenter le tableau de financement (investissements).

L'Université Paris Nanterre clôt son exercice 2024 en situation d'insuffisance d'autofinancement.

La perte de la capacité d'autofinancement s'explique, en grande partie, par la dégradation du résultat comptable.

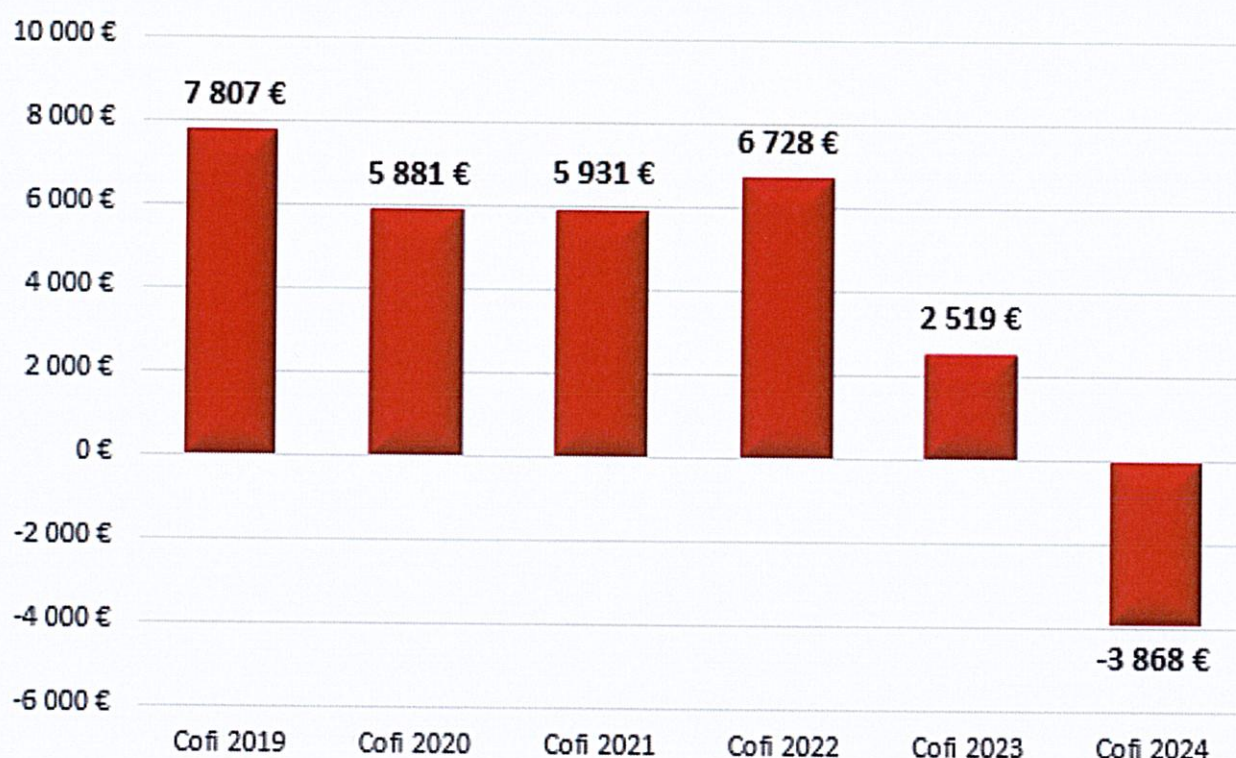
Pour rappel, les modalités de détermination de la capacité d'autofinancement sont les suivantes :

- La base de calcul est le résultat de l'exercice (- 7,12 M€) ;
- On additionne le montant des dotations aux amortissements, dépréciations et provisions (+ 12,73 M€) ;
- On additionne le montant des éléments d'actifs cédés (7K€) ;
- On soustrait ensuite le montant des reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (- 885 K€) ;
- On soustrait enfin le montant de la quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice (- 8,5 M€).

	COFI 2023	BI 2024	BR1 2024	BR2 2024	Variation	COFI 2024
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	-2 006 341	-4 651 861	-504 238	-1 804 238	-5 321 404	-7 125 642
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	13 154 761	12 400 000	13 276 441	13 276 441	-543 678	12 732 823
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	64 608	980 000	64 608	64 608	820 406	885 014
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés					7 548	7 548
- produits de cession d'éléments d'actifs					0	0
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	8 564 744	8 800 000	8 580 687	8 580 687	2 061	8 582 748
= CAF ou IAF*	2 519 068	-2 031 861	4 126 908	2 826 908	-7 995 037	-3 868 129

L'insuffisance d'autofinancement s'explique aussi par l'augmentation des reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (+ 820 K€ par rapport au COFI 2023) et la baisse des dotations aux amortissements, dépréciations et provisions (- 543 K€ par rapport au COFI 2023).

EVOLUTION DE LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT



III.3. Fonds de roulement

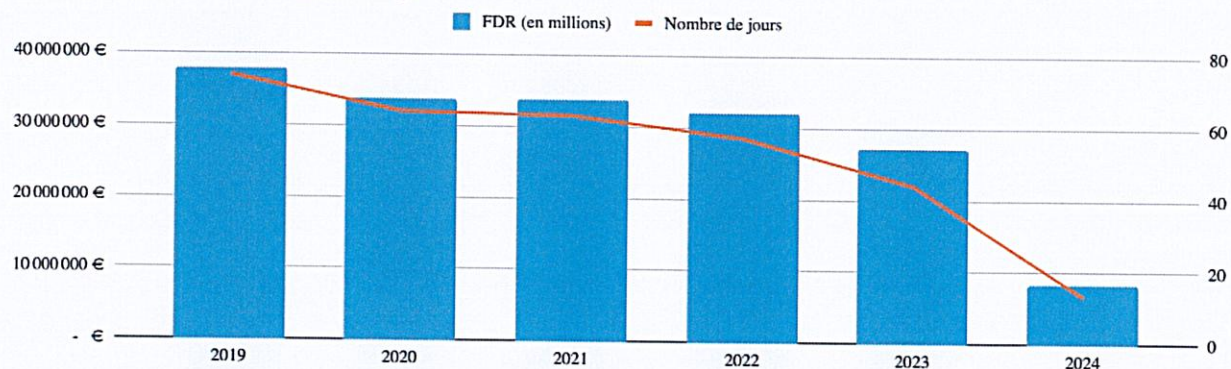
Le fonds de roulement est un indicateur qui représente la somme des « capitaux permanents » dont dispose l'université, à moyen et long terme, pour payer ses engagements nécessaires à son fonctionnement. Autrement dit, le fonds de roulement correspond à la somme des excédents définitifs que l'établissement a dégagés au cours du temps. Il constitue une marge de sécurité financière qui permet de couvrir le décalage entre encaissement de recettes et paiement de dépenses. Il sert à financer le cycle d'exploitation, c'est-à-dire le besoin en fonds de roulement.

Le fonds de roulement net global de l'université est, au 31 décembre 2024, de 8 424 747 €, en tenant compte d'un prélèvement sur fonds de roulement de l'année effectué à hauteur de 1 447 253 €.

VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 4 845 551	- 20 011 861	- 17 309 132	- 20 011 861	1 255 676	- 18 756 185
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	- 7 229 267	2 749 985	871 844	- 1 830 885	4 171 924	2 341 039
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou RELEVEMENT (II)	2 383 716	- 22 761 845	- 18 180 976	- 18 180 976	- 2 916 248	- 21 097 224
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	27 181 132	3 224 746	9 872 000	9 872 000	1 447 253	8 424 747
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 23 524 912	- 8 262 259	- 22 653 069	- 22 653 069	1 468 996	- 21 184 073
Niveau de la TRESORERIE	50 706 044	11 507 005	32 525 068	32 525 068	- 2 916 248	29 608 820

Aussi, au 31 décembre 2024, le fonds de roulement net global de l'établissement représente 13,31 jours de CP hors investissement (soit - 30, 69 jours par rapport au COFI 2023).

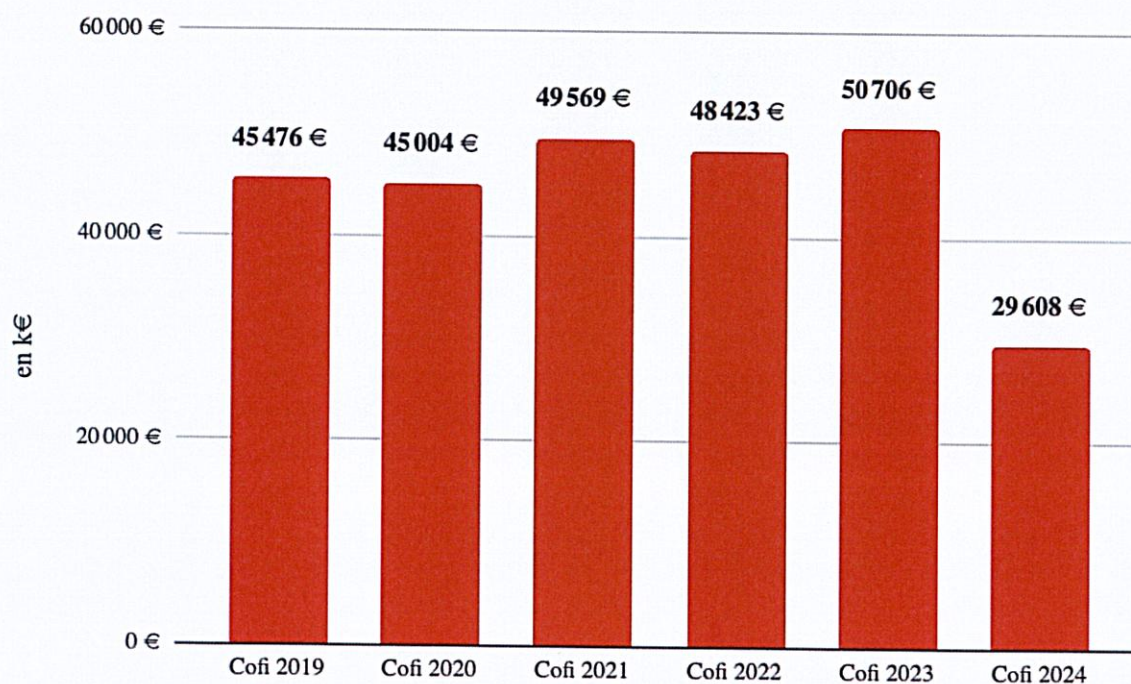
FDR en millions et en nombre de jours



III.4. Plan de trésorerie

Le solde final de la trésorerie au 31/12/2024 est de 29 608 820 €, soit une diminution de la trésorerie de – 2 916 248 par rapport au BR, de – 21 097 224 € par rapport au COFI 2023.

Evolution du niveau final de trésorerie



III.6. Indicateurs

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Dépenses de personnel/produits encaissables	81,18%	82,77%	82,78%	81,15%	81,41%	84,45%
Recettes propres / Produits encaissables	11,74%	10,61%	9,66%	13,51%	14,68%	14,07%
CAF/Acquisitions d'immobilisations	69,59%	58,43%	65,55%	52,29%	15,80%	21,87%
Charges décaissables/Produits encaissables	96,14%	96,97%	97,00%	95,96%	98,88%	101,72%
CAF/Produits encaissables	3,86%	3,03%	3,00%	3,17%	1,12%	1,73%
FDR en jours de charges de fonctionnement décaissables	73,64	64,54	63,22	56,54	44,18	13,31
Trésorerie en nombres de jours de charges de fonctionnement décaissables	88,69	85,97	93,74	85,30	82,75	46,79

Éléments de lecture :

	Seuil de vigilance	Seuil d'alerte
Dépenses de personnel/produits encaissables	82 % < N < 83 %	N > 83 %
Recettes propres / Produits encaissables	13 % < N < 15 %	N < 13 %
CAF/Acquisitions d'immobilisations	20 % < N < 30 %	N < 20 %
Charges décaissables/Produits encaissables	98 % < N < 100 %	N > 100 %
CAF/Produits encaissables	0 % < N < 1 %	N < 0 %
FDR en jours de charges de fonctionnement décaissables	< 30 jours	< 25 jours
Trésorerie en nombres de jours de charges de fonctionnement décaissables	< 30 jours	< 25 jours

Selon les indicateurs mis en place par la tutelle, on peut relever les éléments suivants :

- Le *ratio* « dépenses de personnel/produits encaissables », mesurant le poids relatif des dépenses de personnel sur le budget, se situe dans le seuil d'alerte, avec un taux légèrement inférieur à 85 %, du fait de l'augmentation significative des dépenses de personnel ;
- Le *ratio* « recettes propres/produits encaissables » est « positif », en raison de la part importante des ressources propres (formation par apprentissage en particulier) ;
- L'indicateur « CAF/Acquisitions d'immobilisations » est en alerte sous l'effet des investissements importants réalisés par l'université pour le CSU et le bâtiment Noël Pons.

CONCLUSION

Le COFI 2024 acte de la fragilisation de la situation financière de l'Université Paris Nanterre. L'écart se creuse entre les dépenses et les recettes (en budgétaire) et entre les charges et les produits (en comptabilité générale). Cet écart s'explique notamment par la sous-exécution des recettes et des produits. En effet, le niveau des produits est inférieur à celui du COFI 2023, particulièrement s'agissant des produits issus de l'apprentissage. L'université doit poursuivre les réformes organisationnelles afin de lever cette difficulté déjà identifiée lors des précédents COFI. L'université doit également continuer sa politique d'augmentation de ses recettes. Plusieurs leviers sont identifiés :

- *Les relations avec les collectivités territoriales.* A titre liminaire, il est important de souligner que l'Université Paris Nanterre souffre d'un sous-financement chronique de la part des collectivités territoriales. L'accompagnement financier, notamment de projets immobiliers, avec les collectivités territoriales (CD92, Région, Ville de Nanterre) est une priorité. Dans un premier temps, l'accent est mis sur la renégociation de plusieurs accords-cadres qui arrivent à échéance en 2025.
- *La taxe d'apprentissage.* L'augmentation de notre capacité à collecter la taxe d'apprentissage est un moyen bien identifié par l'établissement. Une réorganisation de nos services est en cours pour améliorer ce point.
- *Les ressources issues de l'apprentissage et de la formation continue.* La perspective d'une offre plus diversifiée et davantage en adéquation avec les attentes du bassin d'entreprises permet d'envisager une augmentation de nos ressources propres (à l'horizon 2027, dans le cadre du PIA Accélération). Plus précisément, l'établissement continue sa politique de diversification des formations en apprentissage et il envisage un développement de ses formations continues, notamment de courte durée, pour répondre aux besoins des acteurs publics et privés de notre territoire.

Il reste qu'il est indispensable, pour l'Université Paris Nanterre, de maintenir la trajectoire fixée depuis quelques années pour répondre au sous-encadrement notoire de notre établissement, au vu de ses formations, de sa recherche et de sa singularité dans l'espace francilien.

Mais des efforts supplémentaires sur les dépenses devront être consentis afin de répondre aux critères du décret financier, car la construction du BI 2025 (compris celle de la nouvelle version) a été réalisée à partir des prévisions plus optimistes du budget rectificatif. Le BI 2025 bis a été élaboré en partant de l'hypothèse d'un déficit comptable de 1,98 M€, alors qu'il atteint en réalité le montant de 7 131 K€.

La Présidente de l'Université Paris Nanterre,

Caroline ROLLAND-DIAMOND

